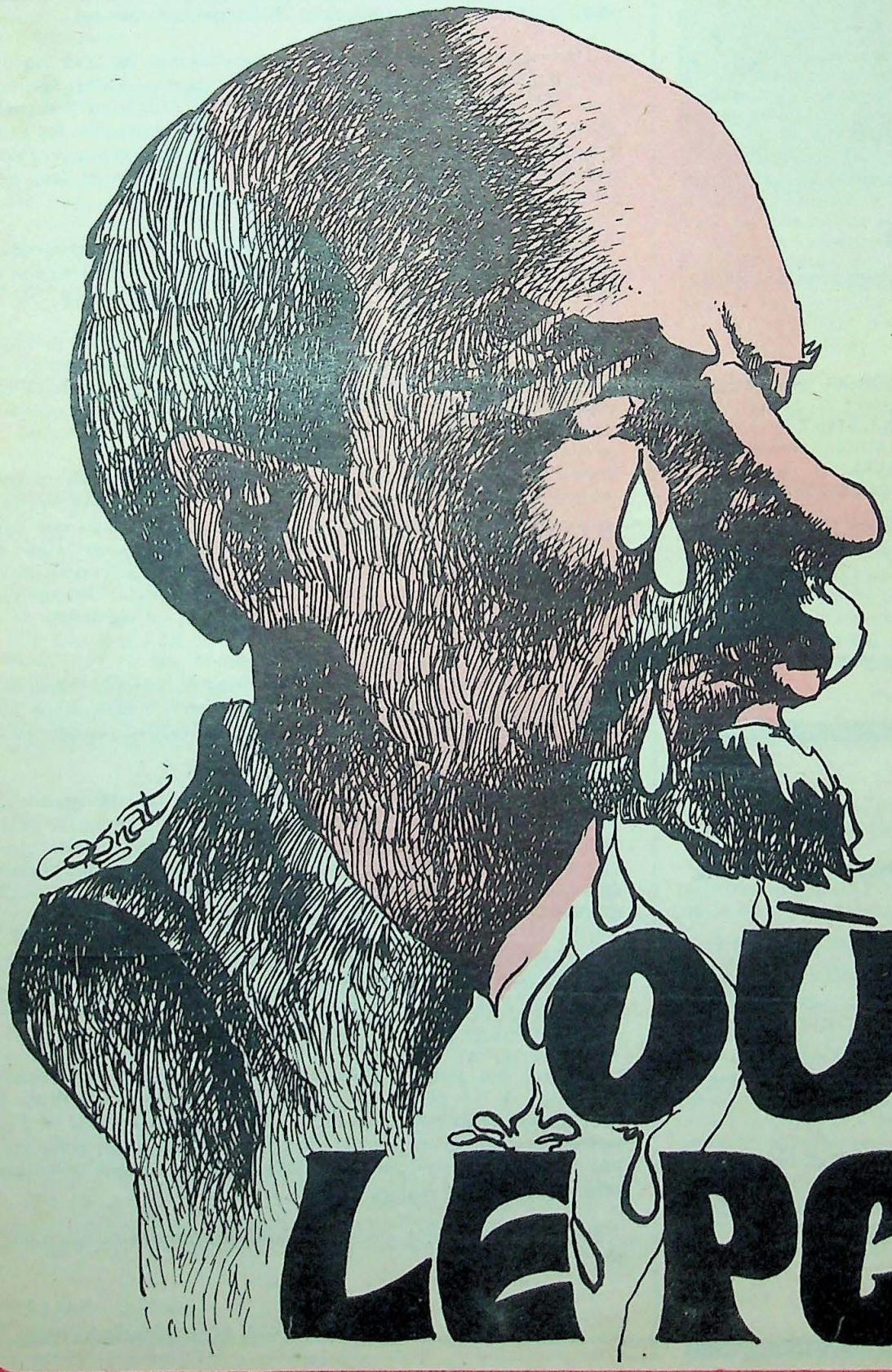
N° 690 3 F 50

DU 14 AU 21 FEVRIER 1976
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

tribune socialiste

PSU

SOLMER : LE CULOT DES PATRONS



OU VA LE PCF ?

NOUVELLE FORMULE

On avance pour vous, faites-nous avancer.

La nouvelle formule de Tribune Socialiste avance et ne vous étonnez pas si dans un des prochains numéros l'on vous annonce enfin sa date de sortie.

Pour l'instant, il s'agit de donner au journal une charpente qui permette au lecteur de retrouver à la même place l'information qu'il cherche. Cette charpente sera visualisée par des repères octroyés à chaque secteur. Exemples : la page politique intérieure pourrait être intitulée : « Nous les avons à l'œil », les pages sociales : « Le poing levé », etc.

Indépendamment de la structure et de l'habillage du journal, certainement attendez-vous qu'un certain nombre de rubriques y soient traitées ?

Elles le seront. Une place sera réservée aux rubriques de secteurs : armée, femmes, paysans, police, justice, étudiants, Université, lycéens, écologie, urbanisme, consommation, cadre de vie, etc.

Le social occupera une place importante : fronts de lutte, revendications, syndicats, etc.

L'international fera le point chaque semaine de ce qui se passe dans le monde : luttes de classe, révolutions, organisations autogestionnaires socialistes, etc.

Bien sûr, tous ces sujets ne pourront être traités à la fois. C'est pourquoi il faudra faire des choix. A ce sujet, peut-être attendez-vous aussi des dossiers relatant plus amplement un fait social ou de secteurs, ou encore international ?

C'est pourquoi deux pages seront réservées à l'événement de la semaine. Ces deux pages pourront s'articuler avec une de ces rubriques (secteurs, international, social) afin de constituer un dossier de quatre pages selon l'importance de l'actualité. Ces dossiers auront l'avantage d'être programmés à l'avance, ce qui vous permettra, soit de nous suggérer des dossiers, soit de savoir dans le numéro d'avant quel dossier nous traiterons dans l'hebdomadaire suivant.

On pourra aussi intercaler une fois sur trois dans ces deux pages la vie politique, économique et sociale d'une région. Enfin, toujours pour ces deux pages « événement », leur utilisation mensuelle pourrait s'inscrire dans le projet du PSU de provoquer les Etats généraux de l'autogestion socialiste, en faisant une enquête sur l'activité d'une organisation, d'un mouvement, qui se trouvent dans cette commissions, Syros, nos rotatives, meetings, etc.

Rigidité et souplesse se trouvent donc dans cette première partie du journal. Mais certainement attendez-vous d'autres rubriques afin de parfaire votre connaissance, ou encore sur les positions du PSU ?

Il y aura bien sûr l'éditorial mais aussi une page de politique intérieure, économie, la droite, etc. et encore, histoire du mouvemen ouvrier, recherche, bibliographie, fiches techniques réponses aux candidats électoraux, etc., enfin la vie du parti et de TS, courrier, commissions, Syros, nos rotatives, meeting, etc.

Bon ! et puis, pour répondre à la question que vous devez vous poser, qu'est-ce qui allègera le journal ? Bien sûr, il y a son aération, sa présentation et son illustration, mais il y aura aussi une page « portes ouvertes » où une personnalité politique ou artistique en dehors du parti pourrait s'exprimer sous forme d'interview. Cette page peut aussi être un « profil », ou bien une tribune libre, où l'on demande de s'exprimer sur un sujet donné à un spécialiste de la question, etc.

Et puis la culture aura sa place sous forme de critiques - création - feuilleton - poésie et sous forme de « services » : indications TV, radio, cinéma, théâtre, livres, disques. Tout cela en pensant qu'en région, ça existe aussi, la création.

Voilà tout ça, c'est le corps du journal. Il faut lui mettre un manteau. C'est la première et dernière page. La première devra accrocher pour la vente un bandeau, mettant en valeur l'article-choc. Une première qu'on dit d'un coup d'œil. La dernière page pourrait être réservée à l'action : appel à des meetings, galas, marches, mots d'ordres, boycott, grève à la consommation, etc.

Sur ces quelques lignes qui permettent de mieux cerner la silhouette de la nouvelle formule, il n'en reste pas moins que c'est un projet. Une tribune de Tribune est ouverte. Envoyez vos critiques, suggestions, par rapport à ce projet.

Envoyez des articles, préparez des dossiers sur votre région, quelqu'un de TS peut venir, demandez-le, suggérez des titres de rubriques, etc. Et puis n'oubliez pas le fric, pardon l'argent, c'est nécessaire pour qu'un journal vive. Actuellement nous avons reçu 604 441 F,45 de camarades dont nous donnerons la liste la semaine prochaine, la place manquant ici.

Préparez-vous au lancement de la nouvelle formule. Il sera « bô ». Na !

Jean-Pierre SALLENT
Rédacteur en chef de la nouvelle formule ■

SOMMAIRE

EDITORIAL : La meilleure riposte ..... p. 3
SOCIAL : SOLMER, LIP ..... p. 4-5
VITICULTEURS : L'Occitanie tourne au rouge ..... p. 6
EUROPE : Un parlement pourquoi faire ..... p. 7
22EME CONGRES : Les olympiades ..... p. 8 et 9
AFFAIRE PLIOUCHTCH p.10
ANGOLA : p. 11 **ESPAGNE :** p. 12 **PDUP :** p. 13
DJIBOUTI : p. 14 **CULTURE :** p. 15

Calendrier politique

Meeting du Comité national le 13 février à Fresnes, avec MAURICE NAJMAN et ANTOINE CONTE.

Meetings PSU

A Saint-Nazaire le 17 février, avec MICHEL MOUSEL et ROCHE-BRUNE.
A Nevers le 20 février, réunion-débat avec MICHEL FIANT.
A Granville le 20 février, meeting sur l'armée avec MAGUY GUILLIEN.
A Bourg-en-Bresse le 21 février, avec SCHULBAUM.
A Corbeil le 24 février, meeting de préparation des cantonales avec BERNARD RAVENEL.
A Laval, le 27 février, meeting Portugal avec JOSE SANCHEZ et à Saint-Dizier, meeting armée avec GENEVIEVE PETIOT.

Immigrés

Le comité de coordination des foyers Sonacotra, (en grève de loyers depuis septembre 1975) organise un meeting à la Mutualité le samedi 21 février de 14 à 18 heures.

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Alain TLEMCEN

Ont collaboré à ce numéro :
J. Brunschwing, C. Caillou, J.P. Cosse, C. Guerche, M. Guillien, C. Joxe, R. Lanarche, C. Lender, D. Nores, B. Ravenel, J.P. Sallent, J. Sanchez, Y. Sparfel, A. Tlemcen, F. Turquan.

Rédaction: 566.45.64 - **Administration:** 566.45.37 - **Publicité :** REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Cadet Photocomposition - 75009 Paris
Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA
Maquette : JP SALLENT
Secrétariat - Documentation : Marie Françoise CHAILLEUX
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.
Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

Photos : ADJA p. 8-9, Fotolib p. 6-8-9-18, Sabine STROSSER p. 15, Dessins CAGNAT-DESMOULINS.

Meetings unitaires

Meetings pour la libération des emprisonnés - organisés par PC - PS - PSU - MRG - CFDT - CGT - FEN le 20 février - Bourse du travail à Paris.

le 26 février à Nantes.

Lyon et Montpellier dates à fixer.

éditorial

LA MEILLEURE RIPOSTE

Le moment où la Direction politique nationale du PSU s'est réunie est marqué par une modification du paysage politique général, tant à droite qu'à gauche, par rapport à la période précédente.

En effet, nous vivons véritablement une crise politique larvée. Si la bourgeoisie est unanime à vouloir restaurer sa capacité à réaliser le profit, les divergences apparaissent vite dès qu'il s'agit de se prononcer sur le type de solution à donner aux problèmes de structure même du capitalisme.

Les inconvénients de la droite

La priorité à la compétitivité française sur le plan international entraînerait, dans un processus de croissance lente, une intensification de l'austérité. A l'inverse, la priorité donnée à la relance du marché national en réactivant la consommation se traduirait irrémédiablement par une inflation galopante. La conduite de ce redémarrage de l'économie française ne pourrait être envisagée qu'à condition de bien savoir donner les coups de frein, et au bon moment. Si la politique est le choix entre de grands inconvénients, il a de quoi faire, Giscard ! Or, justement, devant une situation aussi incertaine, notre 50,7 % de Président voit s'affaiblir toujours plus la cohésion de sa majorité, divisée tant sur les choix économiques que sur l'Europe et les orientations politiques internes.

Non, tout ne va pas pour le mieux dans la meilleure des droites. D'abord, en dépit des boniments, la société libérale n'avance guère et, surtout, les giscardiens et les centristes n'ont pu modifier le rapport de force en leur faveur. L'UDR veille au grain... C'est ce qui explique que le pouvoir sorte de sa manche deux cartes complémentaires : mener une politique de répression sélective et brutale et, dans un climat de campagne électorale permanente, se préparer à déclencher, à tout moment opportun de reprise économique temporaire, des élections anticipées.

Ce climat pré-électoral, que le pouvoir subit tout autant qu'il l'utilise, tient au fait même des échéances du calendrier. Pour les cantonales, ce qui vient en toile de fond de ce scrutin prétendu apolitique, c'est la répression et la grave question des libertés. Pour bien situer la question sur ce terrain-là, le PSU envisage de présenter des militants inculpés et même des soldats.

Expectative

Du côté de la gauche, on aurait pu croire que les vicissitudes du pouvoir auraient été mises à profit pour riposter à sa politique et réagir contre l'offensive patronale. Or, c'est l'expectative qui domine. Résolument, tout est sacrifié à la perspective d'une victoire électorale. Laisse-t-on faire dans l'espoir que le pouvoir tombe comme un fruit mûr ? Dans cette optique électoraliste, le Programme commun devient une pieuse relique à laquelle les partis de gauche se réfèrent de plus en plus rarement pour mieux s'en distancier. On assiste alors à une concurrence sur les alliés possibles à trouver dans la bourgeoisie ; il s'agit là d'une conquête de couches sociales qui n'a pas grand-chose à voir avec le socialisme.

Côté PC, on ne fait pas dans le détail. L'union du peuple de France, c'est presque les 50 millions de Français, moins 30 affreux monopolistes isolés. Cette stratégie, réaffirmée au 22e congrès, (voir l'article de F. Turquan p. 8 et 9), vise à rassembler tous les mécontents en une vaste alliance de classe des travailleurs avec la petite et moyenne bourgeoisie, sur une base nationaliste. Le rejet du concept de dictature du prolétariat est donc la conséquence logique d'une stratégie de conquête pacifique du pouvoir et de transition graduelle au socialisme dans le respect des règles de la démocratie bourgeoise.

A propos de ce rejet, nous ne ferons pas de fétichisme de mots que le stalinisme a considérablement dévalués. Pas de requiem pour un dogme. Mais reste posé le problème de la réaction de la bourgeoisie devant une prise du pouvoir par le prolétariat.

Au PC, l'accent est mis sur les libertés, et la critique, par ailleurs positive, que le parti français formule sur la répression en URSS a pour but de mettre une sourdine aux critiques qui lui étaient adressées dans ce domaine, et de faire concurrence directement au PS pour saper son monopole du « socialisme démocratique ».

« Le grand parti social-démocrate de notre temps » mise à fond sur les prochaines échéances électorales. L'essentiel de sa politique consiste à se présenter en tant que parti de gouvernement, en tant que parti de l'alternative au pouvoir actuel. Pour le PS, la référence au Programme commun souligne beaucoup plus la recherche du soutien des autres partenaires de la gauche plutôt qu'un respect à la lettre. A partir d'un programme économique à forte tonalité néo-capitaliste, le parti de François Mitterrand présente un autre projet d'alliance de classes que le PCF, qui intégrerait non pas les éléments archaïques de la bourgeoisie mais sa fraction « nationale » la plus dynamique.

Pour une alternative globale

Alors une défaite de la droite est possible. L'enjeu est de ne pas opposer la mobilisation à partir des luttes à l'espoir de succès électoral. Il s'agit de traduire une volonté de riposte en dynamisant les luttes d'aujourd'hui. Il faut viser à la constitution d'un bloc unitaire ; cela implique la recherche d'un accord politique commun aux organisations de gauche, d'autant plus nécessaire aujourd'hui **qu'un nombre croissant de travailleurs prend conscience que le contenu du Programme commun ne répond pas aux exigences de la période.**

Le PSU entend poursuivre son action en s'appuyant sur trois démarches :

1) une plate-forme de revendications communes aux partis de gauche et aux syndicats sur les problèmes de l'emploi, des revenus et des libertés ;

2) contribuer au développement des luttes dans lesquelles les travailleurs imposent leur contrôle (emploi et investissements) ;

3) renforcer le courant qui voit dans l'autogestion socialiste la seule réponse adéquate aux problèmes posés à l'ensemble des travailleurs par la crise du système capitaliste.

Dans ce but, et conformément aux décisions de son dernier Conseil national, le PSU appelle tous les militants du courant autogestionnaire à préparer pour le mois de mai prochain des Etats généraux de l'autogestion socialiste.

La dernière période a connu un certain tassement des luttes en dépit de plusieurs exceptions significatives : l'attente des travailleurs se situe aujourd'hui au niveau d'une solution politique. Le PSU ne négligera pas l'espoir que représente pour les travailleurs une victoire contre la droite et il entend y contribuer. Mais, justement, en ne se préoccupant principalement que de la préparation des élections, on démobilise les travailleurs face aux échéances immédiates et une telle démobilisation risque de se retourner contre les perspectives électorales elles-mêmes. Il s'agit de battre le pouvoir, d'ouvrir une alternative globale, et non de déboucher sur un simple aménagement de cette société en crise.

Alain TLEMCEN ■

SOLMER : LE SENS DES RESPONSABILITES

A l'usine Solmer de Fos, la grève continue. La direction a préparé un plan de chômage technique touchant 4 300 salariés qui est entré en application mardi dernier. Elle refuse de négocier sur les revendications essentielles : refus du chômage partiel, réduction du temps de travail avec une cinquième équipe pour les travailleurs, postés, maintien du pouvoir d'achat. Appuyée par la presse et la radio, elle mène une offensive contre l'arrêt du haut fourneau n° 2 et accuse les grévistes de mettre l'entreprise en péril. Or les « haut-fournistes » ont totalement pris en charge les risques techniques de leur décision. Ils ont d'ailleurs remis en route les installations mardi.

Par contre depuis le 30 janvier 1975, le haut fourneau n° 1, mis en route neuf mois plus tôt, est arrêté : les talents de ses desservants ont été utilisés à le repeindre de mille couleurs bariolées... D'un côté il y a donc un haut fourneau arrêté depuis le 20 janvier par des ouvriers, de l'autre un haut fourneau arrêté depuis plus d'un an par la direction à la suite de la crise actuelle (la sidérurgie a été particulièrement atteinte et la production a décru de 20 % en 1975 par rapport à 1974) : du quel parle-t-on le plus ? Quant aux travailleurs qui ont construit l'usine dans des conditions de vie misérables, l'insécurité et les accidents parce qu'il fallait faire vite..., on n'en parle plus du tout !

Pourquoi fallait-il se hâter ? Pour les initiés, le plan de financement de la Solmer était ainsi conçu : l'Etat et les banques, c'est-à-dire l'épargne fiscale ou monétaire populaire, financent à peu près tout (cette condition avait d'ailleurs été exprimée très clairement par Borgeaud, patron d'Usinor au début de 1973, pour « s'associer » au projet). Le grand patronat de la sidérurgie française (c'est-à-dire Sacilor et Usinor) se chargent du reste, et en particulier des profits. Le patronat était si gourmand qu'il était même prévu de dégager une marge brute (c'est-à-dire des profits) dès 1974, année de mise en route des installations.

pertes deviennent profit

Il y eut en fait 925 millions de francs de pertes comptables en 1974. Est-ce à dire que les patrons sidérurgistes en ont été de leur poche ? Ce serait mal connaître les ficelles dont ils disposent : passant une convention extraordinaire avec la direction générale des impôts, Usinor et Sacilor ont déduit ces sommes (bien qu'ils ne les aient jamais payées, se contentant de s'endetter auprès de la Solmer) de leurs bénéfices fiscaux (gain de l'opération : 550 millions de francs environ) qui étaient justement, ô miracle, colossaux cette année-là (plus d'un milliard de profit brut pour chacun des groupes). Avec ces sommes, Usinor et Sacilor se sont livrés, en pleine crise, à une bataille boursière titanesque, exigeant 250 millions de francs de liquidités immédiatement disponibles pour s'emparer du groupe Marine-Firminy et de Creusot-Loire.

Dans le même temps, après avoir réalisé ces bonnes affaires, et alors qu'ils devaient fin 1974, 1,3 milliard à la Solmer (dont le chiffre d'affaires était alors de 1,2 milliard !), les patrons de la sidérurgie réclamaient à la Banque de France, au FDES, au Crédit national, aux pouvoirs publics, une rallonge de financement. Ils l'obtinrent grâce, en particulier, au programme de relance de septembre 1975 qui prévoyait plus d'un milliard pour la sidérurgie

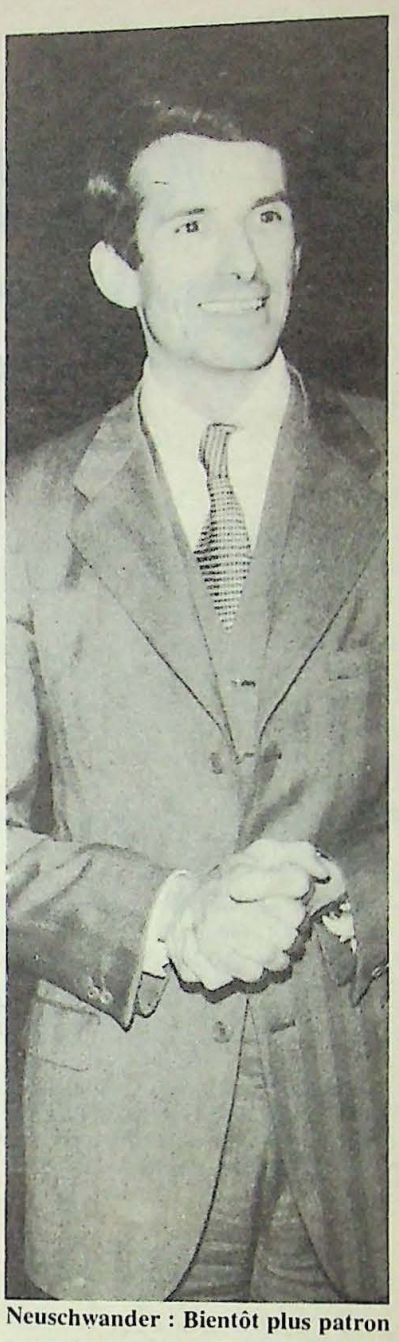
le culot des patrons...

N'ayant pas déboursé un sou, ayant au contraire déjà retiré des sommes considérables d'une entreprise en perte utilisée comme vache à lait, le patronat bénéficie de nouveaux fonds conjoncturels, en ayant arrêté un haut fourneau depuis un an. Il veut maintenant prêcher l'austérité et le sens des « responsabilités » aux travailleurs : leur culot est infini...

Au mois d'octobre 1975, la direction de la Solmer annonçait des mesures de chômage conjoncturel. Les syndicats CGT et CFDT réagissaient en réclamant sans écho la mise sur pied d'un programme d'économies. Dès novembre, les sections CGT et CFDT, traditionnellement rivales, décidaient d'unir leurs efforts pour lutter contre le chômage conjoncturel, et en particulier contre les cadences infernales d'un jour, suivies de chômage « technique » (admirez le mot) le lendemain. La direction refuse toutes les demandes de négociations sur ce problème et prend même des sanctions individuelles (14 janvier).

Alors à Fos, qui sabote ? Qui profite ? Qui cherche l'épreuve de force ? Qui joue avec le feu, la fonte et le fric dans le travail des autres, du pays tout entier ?

Camille CAILLOU ■



Neuschwander : Bientôt plus patron

L'Huma-Dimanche a **toujours peur de l'an 1973. Et la rancune tenace : la nouvelle formule de l'hebdomadaire s'illustre par la présentation de Claude Neuschwander** « patron de gauche (PSU) ». **Pourquoi pas « gauchiste » tant qu'à faire ?**

Tout le monde sait, depuis qu'il l'a lui-même affirmé à l'émission Apostrophes, **que le PDG de LIP est sympathisant du PS. Mais c'est probablement un sujet classé hors-polémique.**

Quant à la liberté d'expression, elle ne connaît plus de limites. On a pu, à la tribune du 22e congrès, parler de « collaboration de classes à la Maigrat-Rocard-Piaget ». **La boucle est bouclée, et avec quelle audace !**

Heureusement que le mensonge et la calomnie sont le fait de la seule bourgeoisie. Sinon, comment comprendre cette déclaration d'un conseiller municipal communiste du Haut-Doubs — à propos de la mise en scène des industriels de cette région contre LIP — rapportée par l'Est-Républicain : « **Pour une fois, les patrons ont raison !** ».

LIP... LIP... LIP

LA PEUR DE L'AN 73

Feindre de croire que la section CFDT de LIP (ultra majoritaire dans l'entreprise) a été sensible au « charme des patrons de gauche, déformer le sens d'un tract ou « l'égalité entre tous » signifiait le refus des mesures des réductions d'horaire et non une quelconque union sacrée avec le patron, prétendre que Neuschwander est au PSU, voilà le genre d'amalgame que pratique **l'Humanité-Dimanche** du 4 février quand elle évoque la situation actuelle à LIP. C'est probablement ça, la nouvelle formule : un peu d'antimonopolisme, un peu d'anti-CFDT et hop ! on a une analyse politique d'un conflit social dans la lignée du peuple de France.

Nous dirons que les travailleurs de LIP n'ont pas à choisir leur patron. Ils savent cependant toute l'hostilité que certaines couches du patronat ont manifesté contre Neuschwander. Mais ils savent aussi qu'il était resté un patron, même s'il avait été de gauche.

En tout cas, notre plumitif ne pourra plus bientôt enfourcher son amalgame favori. Neushwander, qui n'est plus au PSU depuis longtemps, ne sera bientôt plus patron. Sur l'autel de la rentabilité, certains de ceux qui, dans le patronat, l'avaient soutenu ne lui ont pas pardonné des erreurs de gestion, ni de ne pas avoir muselé les travailleurs de LIP. Le financement du déficit et les crédits nécessaires au développement de l'entreprise ont été acquis.

LIP redémarre. Mais pour les travailleurs, la situation est inchangée. Les réductions d'horaire sans compensation de salaire sont déjà appliquées. Comme ils l'avaient exigé de Neuschwander, les travailleurs de LIP exigeront de leur nouveau patron que cela cesse.

Comme l'affirmait la fédération de la métallurgie CFDT : « **Croire en la providence giscardienne, ce serait oublier que seule l'action collective et la mobilisation populaire font aboutir les objectifs des luttes. Toute l'action de la CFDT démontre qu'il ne peut y avoir d'ambiguïté sur cette question. Quiconque affirme le contraire ne peut le faire que par malveillance ou par esprit partisan.** »

Pourquoi **l'Huma-Dimanche** n'évoque-t-elle pas le soutien des ouvriers de LIP aux travailleurs de l'industrie horlogère du Haut-Doubs, dont les patrons ont manifesté une sainte colère contre le soutien accordé à LIP ? Serait-ce parce que ces derniers ne sont pas des grands monopolistes ?

Yves SPARFEL ■

Nuances

Nous avons reçu une lettre de Daniel Juge, membre du secrétariat national entreprise du PSU, à propos de l'article de F. Gyr, **« l'efficacité dans la diversité »** dans **TS** n° 688.

« Ce n'est pas sans surprise que nombre de militants du PSU ont pris connaissance de l'article de **TS** *sur le dernier Conseil national de la CFDT. En effet la conclusion laisse croire que* **TS** *donne quitus à la CFDT pour son bon fonctionnement démocratique.*

» A tout le moins, lorsque la presse elle-même parle de « reprise en main » de la CFDT, un minimum de prudence s'impose ; nous n'avons pas à croire sur parole ce que racontent les dirigeants d'une organisation, il vaut mieux attendre les actes pour juger.

» La fin de l'article de **TS** *ressemble à un certain langage diplomatique que nous avons cru révolu. »*

TS n'a pas à donner — ou non — « quitus » à la direction de la CFDT. C'est aux adhérents et aux militants de la CFDT d'apprécier la démocratie interne dans l'organisation. Nous avons simplement voulu citer les déclarations de Michel Rolant et Jeannette Laot lors de la conférence de presse qui a suivi le Conseil national. Une rédaction maladroite a laissé croire que nous allions plus loin que la simple relation des faits. Le reste de l'article développe d'ailleurs un point de vue plus nuancé.

TS

en bref

DEFFERRE : FO ce qui faut...

Beaucoup de gens s'apitoyent devant un pauvre secrétaire syndical FO hospitalisé et se scandalisent de l'attitude agressive d'un responsable CGT. Mais qu'en est-il exactement ?

Le syndicat FO est hégémonique à la mairie de Marseille, sauf depuis quelque temps au TAM (voirie) où la CGT a réussi à s'implanter dans ce service à forte composition ouvrière. Cela inquiète... FO a toujours collé aux vœux de Defferre qui, en contrepartie, lui permet de jouer un rôle dans la promotion interne pour les travailleurs qui sont donc pratiquement acculés à y adhérer.

Le camarade CGT qui a giflé un responsable FO a-t-il une force titanesque pour que l'autre se soit retrouvé à l'hôpital ? Le lendemain le « grand blessé » se pavanait au meeting FO organisé contre ceux qui « lui en veulent »...

Mais il n'y a pas 36 explications pour les Defferristes : après le vidage de Chélini et autres droitiers du conseil municipal, il fallait rassurer, montrer qu'il y a un fossé entre socialistes et communistes et que Defferre restera un socialiste modéré auquel son traditionnel électorat peut faire confiance. L'autre objectif était de démontrer que, malgré son nouveau visage, le PC n'est toujours pas à l'image de sa campagne pour les libertés, afin de grignoter sur l'électorat PC. Et ce sont seulement ces deux soucis qui justifient le montage en épingle de cette affaire.

SCPC

LE PETIT POUCET EN AUVERGNE

Certains savent que M. Poucet est secrétaire d'Etat du nouveau gouvernement, mais beaucoup ignorent qu'il faisait partie jusqu'à cet avènement du trust « Carnaud-Total-Interplastic ». Avec d'autres gens aussi bien placés, une réorganisation du trust était en cours pour éliminer les concurrents.

Dans le secteur plastique, ces beaux messieurs ont trituré les usines, investi en machines neuves... tout en réduisant les horaires et le personnel, compétitivité impose. Ces jours-ci, dans la patrie de Giscard, à Cournon d'Auvergne, ils ferment la SCPC : 155 ouvriers.

Croyez-vous qu'il y ait faillite ? Non ! Dépôt de bilan ? Pas plus !

On ferme purement et simplement. On refuse des aides pour renflouer l'usine... il n'y en a pas besoin car le déficit est fictif. La fermeture décidée, la production est envoyée ailleurs, à Offronville... et le trust vient d'ouvrir un atelier en Espagne (la main-d'œuvre est moins chère). SCPC en fait est une des seules usines du groupe à avoir une combativité sérieuse : en 1971 : trois semaines de grève ; en 1972 : dix semaines ; en 1973 : une semaine. Ces mouvements avaient permis une avancée certaine au niveau des salaires... ce qui n'avait pas empêché l'entreprise de faire des bénéfices pour la première fois de sa vie en 1974.

Mais la combativité n'est pas du goût du PDG, M. Desjonquères, qui décide de fermer l'entreprise sans explication le 15 avril. Les pouvoirs publics trouvent la chose étonnante et stupéfiante... mais ne bougent pas... Poucet n'est-il pas de leur monde ? Le gouvernement ne peut désavouer ce qu'a fait Poucet avant d'être des leurs.

Pas de faillite, pas de dépôt de bilan... mais 155 travailleurs dehors, qui avec leurs syndicats CFDT (majoritaire) et CGT ont décidé de lutter.

La lutte s'annonce particulièrement difficile dans la mesure où l'usine a été vidée en quelques jours de ses stocks... et de la plupart des moules (moules montés au fur et à mesure sur les machines pour faire les bouteilles en plastique... moules envoyés en réparation ailleurs pour être montés sur des nouvelles machines que la direction avait promise au comité d'entreprise il y a un mois). Dès la connaissance de cette décision, les travailleurs ont débrayé une heure le 3 février, une heure le 5, manifesté en ville le 6. Depuis le 10, ils occupent leur usine.

AUXILEC : ça continue

Depuis plus de trois semaines, les ouvriers occupent l'usine de Méru (cf **TS** *n° 689). Le patron a obtenu du tribunal l'expulsion de 39 militants. Il menace de licencier le délégué CFDT et refuse de négocier sur les augmentations de salaires. Comme à la Thomson de Thonon, quelques cadres et ouvriers (60 sur les 450 travailleurs de l'usine) se mobilisent pour la reprise du travail. Mais, dans l'usine, 200 grévistes sont décidés à ne pas céder au chantage patronal qui exige l'évacuation avant de reprendre les négociations.*

BORDEAUX : Tachon licencie

Chez Tachon, usine de chaussures de Bordeaux, c'est 307 travailleurs que le patronat et le gouvernement veulent envoyer grossir les rangs déjà importants des chômeurs girondins (40 000). Chez Tachon, ce sont surtout des femmes (70 % des travailleurs), des handicapés, des jeunes, qui sont licenciés. Le PSU soutient leur lutte et propose une rencontre des travailleurs en lutte en Gironde et dans l'Aquitaine.

CEA : un silence de mort

Un travailleur du CEA de l'ancienne usine d'uranium du Bouchet meurt en novembre 1975 d'un cancer des os. Une demande de reconnaissance de maladie professionnelle est déposée par la famille et les syndicats. Les syndicats, au Comité d'hygiène et de sécurité de Saclay, demandent une commission d'enquête. Le directeur la refuse, en déclarant que les syndicats ne sont pas fondés à avoir n'importe quelle information. Comme quoi, la santé des travailleurs (risque de leucémie) peut devenir secret d'Etat.

VITICULTEURS

L'Occitanie tourne au rouge

La journée de mobilisation générale du 5 février dans le Midi viticole a réuni 150 000 manifestants sur l'ensemble des départements concernés et 40 000 à Montpellier. Organisée à l'initiative du CRAV (Comité régional d'action viticole), cette journée a revêtu un caractère nouveau : l'unité du mouvement sur les revendications des travailleurs viticulteurs s'est élargie à celles des autres travailleurs de l'industrie, des artisans et petits commerçants.

Manifestation de Viticulteurs à Carcassonne.

La participation des syndicats CGT, CFDT, FEN, le soutien des organisations politiques de gauche, n'ont pas été obtenus sans que quelques clarifications aient été apportées dans ce vaste mouvement unitaire. Le MIVOCà à ce sujet a joué un rôle prépondérant dans l'organisation, les mots d'ordre unifiants, le caractère massif et non violent qui ont présidé à cette manifestation.

Beaucoup de viticulteurs, disons anticapitalistes, militants dans des organisations syndicales de classe (les Paysans-travailleurs, le MODEF, le CDJA de gauche, le MONATAR) n'étaient plus tellement d'accord pour participer à des actions et à des manifestations où ils exprimaient certes leur colère et leur volonté de vivre, mais aux côtés de leurs propres exploiteurs : le négociant, le gros propriétaire, le notable du coin qui prêchent l'unité des Occitans opprimés. Ils étaient d'autant plus réticents qu'ils se voyaient de plus en plus mal compris des ouvriers et isolés, alors que la crise économique, l'exploitation par le capitalisme qui sévit sur toute la région occitane, tombent également sur les épaules des uns et des autres. Tous ensemble, ils ont décidé de participer à cette journée dans l'unité la plus large, mais sur une plate-forme revendicatrice claire, où les intérêts de la classe ouvrière, les objectifs politiques de cette manifestation, étaient communs...

L'action du MIVOC s'articule autour de trois axes :

— contre le pouvoir politique en place, qui sacrifie viticulture, arboriculture et cultures maraîchères, productions agricoles de l'Occitanie ; qui sert l'intérêt des sociétés multinationales ; qui brade la terre occitane aux intérêts privés internationaux pour en faire une cour de récréation de l'Europe,
— contre le négoce, principalement des multinationales qui exploitent de la même façon le viticulteur italien et le viticulteur occitan,
— contre les gros propriétaires fonciers, exploiteurs de main-d'œuvre agricole, fraudeurs et accapareurs des aides de l'Etat.

Les militants du MIVOC, à eux seuls, ont réussi à assurer à 200 le service d'ordre de cette immense manifestation, les contacts entre militants paysans, ouvriers. Un débat fructueux s'est ouvert au cours duquel ils ont décidé d'organiser ensemble une prochaine manifestation, d'orienter les actions. Des délégués syndicaux d'usines en grève et des viticulteurs vont organiser la lutte pour le maintien de l'emploi, en vendant leur production directement et au profit des uns et des autres.

Nous avons soutenu et soutenons ce mouvement. Tous les militants du PSU et tous les camarades de la gauche qui se demandent encore ce que signifient unité populaire, socialisme et autogestion, peuvent suivre cet exemple et en débattre dans l'action.

Maguy GUILLIEN ■

Rectificatif

Ce ne sont pas les chercheurs de l'IURA (qui n'existe pas) mais de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) qui ont organisé la journée de forum à Versailles dont TS a rendu compte dans son dernier numéro.

UNIVERSITE

L'ENJEU DE LA PARTITION

Le 30 janvier, le mandat du président de l'Université de Clermont-Ferrand devait être renouvelé. M. Kohlmuller, le président sortant est autoritaire... et veut préparer une Université rentable avec toutes les possibilités du secteur privé (Michelin, Mauvernay, Chibret, qui donnent de nombreux crédits, et ne s'intéressent pas au service public). Il refuse la convocation d'une réunion du conseil décidée par la section permanente (bureau du conseil de l'Université) et par le conseil de l'Université. Contraint et forcé, le président convoque finalement une réunion pour le 30 janvier. Mais la veille, il annonce qu'elle est annulée, en prétextant que la partition est demandée par cinq UER (Unité d'étude et de recherche), à savoir Médecine, Dentaire, Pharmacie (cela s'explique au niveau des investissements privés), Droit et Sciences Economiques, ces dernières avec une faible majorité.

Le ministère a accepté très rapidement le processus de partition mais l'intersyndicale a élu le 6 février un président qui a accepté son programme : Paul Malet, du PS, qui doit avoir pour être le vrai président de la seule Université de Clermont, l'accord du CNESER et du ministre de tutelle, secrétaire d'Etat aux Universités). La partition se fera ou ne se fera pas. Y aura-t-il à Clermont une faculté de droite et une de gauche ?

Au PSU et à ses camarades de montrer que c'est, malgré la loi E. Faure, un endroit où le contrôle est possible. La mobilisation populaire des enseignants, personnels (ouvriers techniques et administratifs), étudiants, s'opposera à cette partition arbitraire.

Un Parlement, pour quoi faire ?

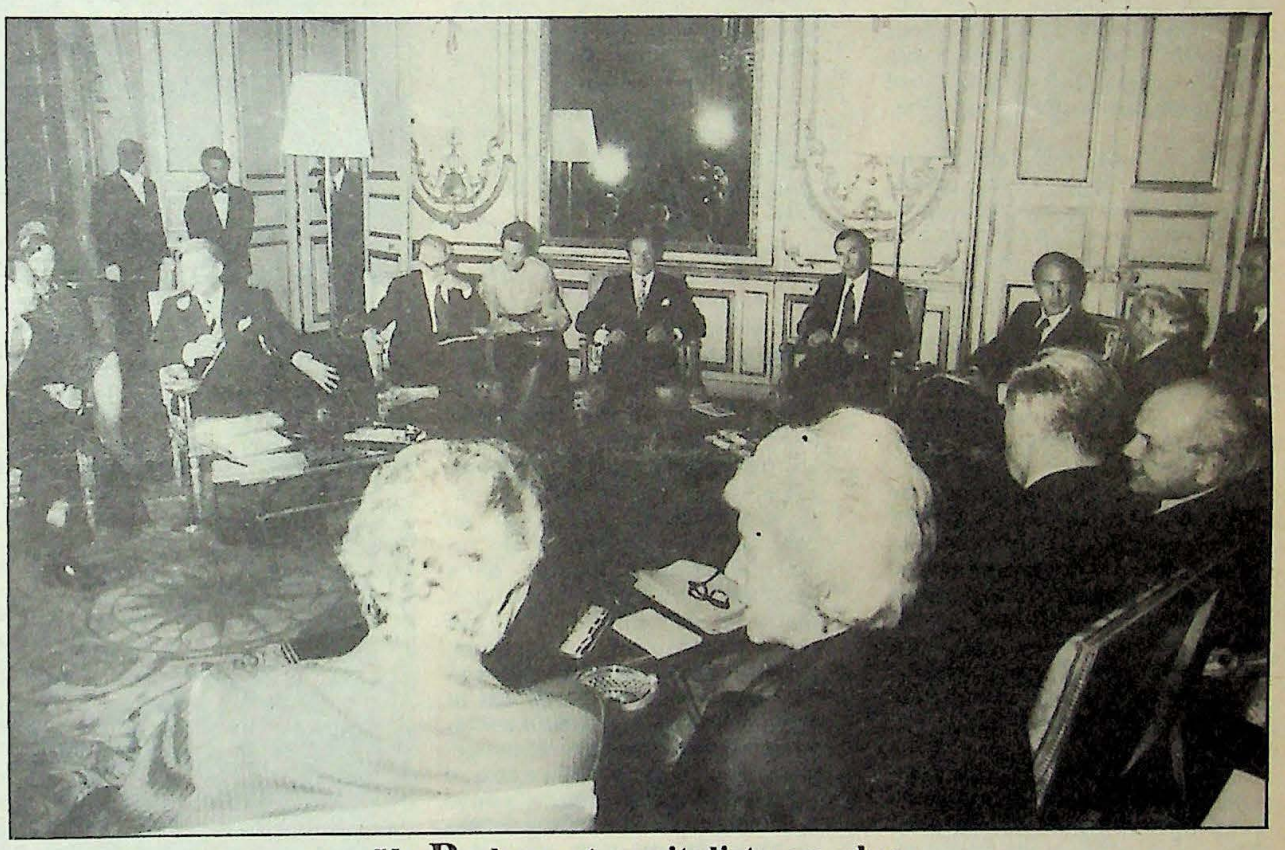
L'élection d'un Parlement, nouveau pas dans le développement des institutions politiques européennes, prévu pour 1978, crée des remous surtout au sein des états-majors politiques de droite et de gauche.

La majorité est divisée, essentiellement sur la procédure. La gauche est partagée elle aussi : le PS se contente de demander un scrutin à la proportionnelle et de proposer quelques garde-fous pour éviter que les pouvoirs en place ne détournent le sens de cette initiative. Cette position renforce le contentieux qui l'oppose au PC (hostile à un Parlement élu au suffrage universel au nom d'un nationalisme proche de celui des gaullistes orthodoxes), mais il réveille aussi l'opposition du CERES, réticent pour sa part au renforcement et à la consolidation des institutions européennes.

Comme toute assemblée, ce Parlement européen, même s'il est élu au suffrage universel, va représenter le rapport des forces organisées en Europe à l'avantage des bourgeoisies au pouvoir et notamment de la social-démocratie. Son pouvoir, tel qu'il est prévu depuis le traité de Rome en 1957-1958 et dans le nouveau projet, est celui que lui concède le pouvoir exécutif : il ne sera rien de plus que le pouvoir du Parlement de Strasbourg actuel (1). Les décisions de la CEE sont prises au sein du Conseil dans les réunions de chefs d'Etat et de gouvernement qui, depuis 1974, se sont institutionnalisées.

Par ailleurs, l'élection du Parlement européen (2), comme tout cadre juridique ou tout mécanisme institutionnel, ne peut aujourd'hui que renforcer le capitalisme et son internationalisation, et légitimer l'action des sociétés multinationales sur un espace économique plus ample.

C'est en effet l'intégration économique européenne, qui a besoin de se doter d'institutions politiques supra-nationales, qu'il faut analyser. La CEE n'est, en aucun cas, une protection régionale contre les deux grands comme voûdrait le démontrer une certaine gauche en France. L'interpénétration croissante des économies nationales, au stade actuel du capitalisme, ne fait qu'augmenter les différences régionales, l'exploitation des couches populaires et celle des secteurs les plus défavorisés (paysans, OS, immigrés). Par le jeu de la concurrence, cette internationalisation du capital se fait sous l'égide du partenaire le plus fort : les USA — largement présents dans les économies européennes —, et l'Allemagne, son plus puissant satellite. Avec l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, la présence des USA au sein de la Communauté européenne ne fait plus de doute pour personne. Plus encore, il semble que ce soit aujourd'hui la social-démocratie européenne, et notamment la SPD allemande, qui puisse le mieux défendre dans la région les intérêts de la bourgeoisie impérialiste.



Un Parlement capitaliste en plus.

Pour toutes ces raisons, l'attitude même des USA s'est sensiblement modifiée : il n'y a plus de contradiction (politiques ou économiques) entre les USA et la Communauté économique européenne, mais certains conflits d'intérêt, une compétition accrue entre différentes firmes multinationales dans leur recherche de marchés, entre entreprises pour la plupart dominées par le capital américain.

Dans cette nouvelle conjoncture, **toute relance européenne est une relance atlantique.** C'est comme si les USA devaient composer avec une Europe qui ne peut d'ailleurs se passer d'eux. Les marges de manœuvres des Etats européens sont faibles ; leurs capacités à définir des politiques communes sont très limitées. Vu leurs intérêts, souvent inconciliables, les Etats de la CEE ne sont pas solidaires face à la pression américaine. Les décisions en matière énergétique n'en sont qu'un exemple : certains Etats ont rejoint l'Agence internationale de l'énergie — proposition et initiative américaine — avant de trouver une entente européenne propre.

L'internationalisation du capital, qui exige des organes de concertation internationaux et européens, exige aussi le renforcement des Etats nationaux.

A l'encontre des conclusions de Michel Rocard et à l'encontre de ce que pense le PC, le développement des multinationales n'est pas contradictoire avec le renforcement des appareils d'Etat nationaux. Bien au contraire, qu'elles aient racine en France ou aux Etats-Unis, les multinationales sont presque toujours sous le contrôle d'une bourgeoisie précise (3). Elles ont besoin de s'appuyer sur des Etats forts pour la défense de leur compétitivité internationale, la recherche des marchés, la reproduction de la force de travail, la garantie de la paix sociale, bref le contrôle du champ de la lutte de classe dans chaque pays où elles opèrent.

Dans la phase actuelle d'internationalisation du capital, les bourgeoisies défendent et prennent en charge le développement élargi du capital impérialiste au sein même de leur propre pays. Cette défense du capital multinational se fait certes, parfois, d'une façon conflictuelle.

Ce théâtre politique européen servira à sa manière au renforcement de la fraction la plus avancée du capitalisme français, qui, en alliance étroite avec les bourgeoisies de la CEE, trouvera encore dans une institution parlementaire de façade des moyens pour mieux assujettir les travailleurs en France. La lutte pour une « **Europe des travailleurs** » qui passe par la constitution de l'unité populaire en France est le projet que nous devons, plus que jamais, opposer à l'intégration politique européenne.

Cécilia JOXE ■

---

(1) Ses membres actuels sont cooptés par les Parlements nationaux. En juin 1973, 3 communistes français ont obtenu de siéger à côté de 8 communistes italiens.

(2) Le projet fixe le nombre de députés à élire. Ainsi : 71 en RFA, 67 au Royaume-Uni, 66 en Italie, 65 en France, 27 aux Pays-Bas, 23 en Belgique, 17 au Danemark, 13 en Irlande, 6 au Luxembourg.

(3) Toute firme multinationale a une origine nationale, la propriété et le contrôle réside dans le pays d'origine. Seules, deux multinationales en Europe sont contrôlées par les bourgeoisies de deux pays différents : Royal-Dutch-Shell et Unilever (Grande-Bretagne et Hollande). Pour la plupart, il existe en Europe des accords transnationaux comme ceux de Dunlop-Pirelli, Fiat-Citroën .

PCF : LES OLYMPIADE

Le 22e congrès du Parti communiste français marque-t-il son entrée dans une nouvelle phase de son histoire ? Il est de toute façon trop tôt pour se prononcer avec assurance. Mais on peut déjà remarquer que le 22e congrès a davantage rendu compte des changements survenus dans le PCF depuis plusieurs années qu'il n'en a introduits de nouveaux.

La théorie du capitalisme monopoliste d'Etat, sur laquelle se fonde la stratégie du PCF, n'est pas nouvelle. L'analyse des rapports de classes dans la société française qui en découle, la volonté de ne pas affecter profondément l'équilibre des relations entre USA et URSS, tout cela n'est pas nouveau non plus.

Dès la fin de 1968, le PCF était amené à privilégier la voie pacifique de passage au socialisme, après avoir exclu le recours à la voie révolutionnaire lors de la crise des mois de mai et juin précédents. L'évolution du PCF a été accélérée par la mise en œuvre d'une politique d'union de la gauche en 1972 et les conclusions qu'il a tirées des expériences chilienne et aussi (malgré le ferme soutien apporté au PCP) portugaise. Le 22e congrès l'a ratifiée, en adoptant une stratégie de conquête légale du pouvoir et de transition graduelle au socialisme par l'utilisation de l'actuel appareil d'Etat, adapté et démocratisé. Cette « voie française au socialisme », privilégiée il y a sept ans, est aujourd'hui présentée comme la seule possible.

La construction du socialisme **« aux couleurs de la France »** suppose, pour le PCF, l'existence d'un large consentement social. C'est pourquoi il propose une « Union du peuple de France » regroupant autour de la classe ouvrière les autres salariés et la petite et moyenne bourgeoisie. Il s'agit pour lui de susciter l'adhésion des classes moyennes et des couches capitalistes inférieures, ou au moins de les neutraliser. Dans ce but, le PCF cherche en priorité à rallier la fraction la plus archaïque, la plus arriérée, de la bourgeoisie, celle que l'internationalisation et la concentration croissantes du capital menacent de faire disparaître. C'est pourquoi il se pose en défenseur de l'ordre et de la moralité, en parti respectueux de la légalité et soucieux de préserver les valeurs « éternelles » de la nation française, avec parfois des accents maurrassiens assez inattendus, comme dans le cri vibrant de Georges Marchais : **« tout ce qui est national est nôtre ! ».**

De cette stratégie légaliste, de cette perspective d'alliance de classes très large, découle logiquement l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat, incompatible avec une politique de main tendue aux PME, et qui devenait purement idéologique. L'accent mis sur les libertés et les critiques, d'ailleurs positives, formulées à l'égard de la répression politique en URSS, témoigne de la nécessité, pour le PCF, de se montrer plus crédible et convaincant sur un terrain où le desservait sa fidélité à la tradition stalinienne et au modèle soviétique.

les libertés

Ce virage sur les libertés dans les pays socialistes a plus particulièrement frappé les commentateurs. Il est exact que le PCF a pris ses distances vis-à-vis du régime soviétique. En présentant les délégations amies présentes au congrès, Paul Laurent a été remarquablement discret dans l'exaltation de l'URSS. Dans son discours de clôture, Georges Marchais a déclaré : **« Pour nous, à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se commet dans le pays qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manquements aux libertés de l'homme. »**

Mais ces **« manquements »** ne sont considérés que comme des bavures regrettables, et les remarques faites à leur sujet ne s'accompagnent pas d'un examen critique des sociétés dites socialistes. Le PCF n'entend plus aujourd'hui subordonner exclusivement la poursuite de ses propres objectifs à la défense de l'URSS, et affirme son autonomie. Mais l'autonomie n'est pas l'indépendance, et on peut prévoir que des liens étroits subsisteront entre communistes français et soviétiques : la personnalité même de certains dirigeants du PCF, y compris des plus récemment promus comme Kanapa et Fiterman, en est une indication concrète.

C'est pourquoi paraît encore excessive l'interprétation donnée du 22e congrès par Jean-Pierre Chevènement, suivant laquelle **« il n'y a pas de doute qu'il (le PCF) cherche à faire comprendre que ce qui se fera en France ne sera pas ce qui s'est fait en Union soviétique (...) Le PCF évolue plutôt à la roumaine qu'à la tchèque, mais il évolue, et cela est positif. »**

Cette appréciation recèle néanmoins un élément juste. Le parallèle entre le PC roumain — qui joint, à un extrême souci d'indépendance nationale, le maintien d'une rigoureuse orthodoxie politique et idéologique (qu'il vient de réaffirmer à propos de la dictature du prolétariat) — et le PCF, est intéressant. L'adoption d'un « socialisme démocratique » et le rejet de la dictature du prolétariat par le PCF sont contrebalancés par l'affirmation insistante de son propre rôle dirigeant dans la lutte pour le pouvoir et le passage au socialisme. La répétition de ce type de formules esquisse la perspective de l'hé-

Au niveau de la direction, les changements sont moins nombreux qu'on pouvait s'y attendre. Certains étaient prévisibles, et surtout le retrait du secrétariat d'Etienne Fajon, qui avait déjà abandonné la direction politique de l'Humanité : celui d'André Vieuguet, très présent pendant le congrès, l'était moins.

Quelques anciens quittent le Comité central, un seul le Bureau politique. En ce qui concerne les promotions, elles consistent essentiellement dans la titularisation des suppléants : à la fois au Comité central et au Bureau politique, où accèdent de plein droit M. Bertrand, J. Chambaz, G. Hermier, J. Kanapa, J. Colpin. Ce dernier est, en outre, élu au secrétariat du Comité central, comme Charles Fiterman, dont l'ascension est la plus foudroyante. Simple suppléant au CC à l'issue du 20e congrès, il se retrouve titulaire dans cet organisme, suppléant du Bureau comme Gremetz et Lajoinie et membre du secrétariat. Il a été le secrétaire particulier de Georges Marchais, et l'auteur au 21 e congrès d'un éloge vibrant du régime soviétique.

Ces modifications consacrent la prépondérance personnelle de Georges Marchais, entouré désormais aux plus hautes instances du parti d'une équipe très proche de lui. Le 22e congrès et les manifestations qui l'ont accompagné ont du reste été caractérisés par la place centrale prise par Georges Marchais et une très nette personnalisation : les éloges qui lui ont été adressés, notamment par Gaston Plissonnier au nom du Comité central, rappellent quelque peu les pratiques communistes de l'ère thorézienne...

CF

S DE LA DEMOCRATIE

gémonie du parti, d'abord sur la classe ouvrière, puis sur l'ensemble de la société, à travers le contrôle de l'appareil d'Etat.

une orientation fondamentale

Le fait que le PCF définisse une stratégie néo-réformiste n'implique pas pour autant qu'il renonce à son orientation programmatique fondamentale, celle du capitalisme d'Etat et d'un type de régime autoritaire. Les passages du document préparatoire au 22e congrès, où est défini le rôle des travailleurs dans la phase de transition au socialisme, le réduisent à une participation, dont l'étendue est plus ou moins clairement définie, et l'exercice prévu par l'intermédiaire de représentants officiels (syndicats et surtout comités d'entreprise). Dans l'examen du processus graduel d'appropriation collective des moyens de production, nulle initiative n'est laissée à la classe ouvrière, dont le parti communiste à lui seul traduit les aspirations et exprime le mouvement. Le bel esprit démocratique qui anime le PCF ne le conduit pas à substituer le principe de la démocratie ouvrière à la conception autoritaire du stalinisme...

Il ne l'amène pas davantage à rompre avec un mode d'organisation directement hérité du stalinisme. Le caractère lourdement formel, unanimiste, des débats du congrès lui-même est d'autant plus frappant que les discussions préparatoires, au niveau fédéral, avaient été plus ouvertes, plus vivantes et moins homogènes. A la tribune du congrès, aucune voix n'a pu s'élever pour le maintien de la dictature du prolétariat dans la résolution finale, ou contre les formules pudibondes et rétrogrades sur l'immoralité : pourtant, plusieurs milliers de militants avaient exprimé des réserves ou des critiques sur ces deux points. Sur les 5 000 amendements proposés au texte, 76 seulement ont été retenus par le congrès : le rapport fait par Kanapa sur le déroulement du débat témoigne de leur nature « inoffensive ». André Vieuguet s'est livré à un rappel à l'ordre en règle sur les principes d'organisation, en dénonçant le caractère pernicieux des tendances et en développant les vieux schémas introduits par le stalinisme.

Cette continuité dans le mode de fonctionnement démontre le caractère relatif des changements intervenus dans le PCF ; ceux-ci concernent la stratégie et la tactique du parti, et non les principes sur lesquels il a été édifié. On retrouve cette continuité dans la direction du parti. Tous les suppléants du Comité central désignés par le 20e congrès, sauf un, ont été élus à cette instance ; les nouveaux suppléants sont tous des militants confirmés, en majorité fonctionnaires du parti ou des organisations qui lui sont proches, adhérents (sauf un) depuis au moins 1965. On ne note que deux départs du secrétariat, et un seul du Bureau politique. Cette stabilisation contraste avec la part faite aux militants récents dans la désignation des délégués aux congrès fédéraux et même au congrès national.

C'est finalement en termes purement tactiques, par rapport au 21e congrès et à la politique de harcèlement à l'égard du PS suivie l'année passée, que le changement est le plus grand.

A travers ses prises de position et ses débats, le PCF définit une tactique qui reste centrée sur son propre développement, mais en d'autres termes qu'en 1975. A une attitude défensive de repli sur soi, de repli sur son champ d'influence traditionnel, succède une politique où le PCF se présente comme le pivot de l'union de la gauche, seul capable d'élargir cette alliance sans que cet élargissement implique la collaboration de classes et le détournement sur la droite de la coalition de gauche. Face au PS, il dénonce, en termes plus politiques et moins agressifs, les tentations d'alliance avec la bourgeoisie ; le PCF se pose devant les travailleurs comme garantissant à la fois le succès de l'union de la gauche et le maintien de ses objectifs fondamentaux. Il tente aujourd'hui de porter la concurrence avec le PS sur le terrain privilégié de celui-ci, en termes à la fois sociaux (les classes moyennes) et idéologiques (les libertés, le socialisme démocratique), tout en cherchant à préserver sa « chasse gardée » sur la classe ouvrière.

Aussi la situation actuelle permet-elle de prévoir que la concurrence entre le PCF et le PS ne va pas s'atténuer. Le débat se développera sur un ton peut-être moins dur, et sur des thèmes renouvelés. Mais le PC et PS gardent et développent leurs objectifs propres, leur autonomie tactique. Leurs projets politiques, les alliances sociales qu'ils proposent, sont loin d'être identiques et peuvent devenir contradictoires à moyen terme. Les tensions ne sont pas près de disparaître dans l'union de la gauche, dont la proximité des échéances électorales constitue le meilleur ciment.

C'est pourquoi, également, il ne faut pas s'illusionner, à propos des conséquences du 22e congrès, sur les possibilités de riposte unitaire du mouvement ouvrier. Le PCF cherche en priorité à se renforcer de façon autonome. Ce n'est que dans la mesure où elles peuvent contribuer à ce renforcement, et où elles s'intègrent dans sa propre stratégie, qu'il s'engage dans des actions unitaires. L'attitude unitaire qu'il a prise le 15 janvier sur l'armée correspond à une pression de sa base et à sa volonté de ne pas déserter un terrain dont il avait pu constater le caractère « inoffensif » pour sa politique légaliste.

Le PCF préfère l'évocation abstraite des grandes luttes à mener « demain » pour construire le socialisme à la recherche concrète d'une riposte unitaire contre la politique du pouvoir. Sans doute croit-il pouvoir assurer, à lui seul, la défense de la classe ouvrière frappée de plein fouet par la crise ?

François TURQUAN ■

4 968 amendements transmis par les sections ; 821 amendements transmis par les fédérations ; 76 retenus par la Commission de la résolution du congrès. Aucun de ces amendements n'apporte de modification significative au texte : à vrai dire, c'était prévu... La direction du PCF n'a pas fait grand cas du résultat du débat, animé et ouvert, qui s'est déroulé à la base. Lors du 20e congrès, dont les thèmes étaient pourtant moins brûlants, 215 amendements avaient été retenus par la Commission de la résolution générale.

Dans la préparation du 21e congrès, le filtrage effectué au niveau des sections et des conférences fédérales avait été moins strict : 15 000 amendements avaient été transmis par les sections, 1 600 avaient abouti au congrès. On le voit, la démocratie avance sans cesse au PCF...

ces dissidents que l'on enferme

Le meeting pour la libération de Leonid Pliouchtch (1) en octobre dernier, puis sa présence à Paris, ses propos, ont fait sauter un tabou. La gauche, le PCF compris, ose parler de la répression en URSS, ou elle y est obligée.

Dissidents parce qu'ils n'ont pas les moyens d'aller plus loin, les « politiques » que l'on enferme en URSS le sont naturellement parce qu'il y a un conformisme officiel. A. Soljenitsyne réclame, entre autres revendications, « **la séparation du marxisme et de l'Etat** ». Il voit dans le refus du « **mensonge** » la première démarche libératrice ; mais ce terme, appliqué au système de références soviétique, comporte bien des connotations. Tout l'enseignement, toute l'information, tout ce qui fait l'endoctrinement que l'on y cultive, ont leurs racines dans une gigantesque simulation, entraînant une rupture complète entre le langage et la réalité.

unis...

La dissidence organisée est rare, et se regroupe autour de quelques axes principaux.

En premier lieu, le comité soviétique des droits de l'homme, avec A. Sakharov pour principal représentant : il est numériquement très faible, mais se fait entendre pardelà les frontières et nous fait parvenir ses textes, aujourd'hui traduits en plusieurs langues.

Ensuite le courant, informel et contradictoire, que Soljenitsyne rallie autour de lui, et dont de nombreux représentants ont été expulsés d'URSS : ce sont ceux qui trouvent le plus aisément le chemin des mass media occidentales, et teintent à leurs couleurs l'image que s'y fait le public de « l'opposition » soviétique.

En troisième lieu, le courant que représentent les frères Medvedev, l'un exilé, l'autre demeuré en URSS. Ils seraient les porte-parole d'un certain nombre de jeunes cadres modernistes du PCUS. Pour eux, l'expérience tchécoslovaque a confirmé que le changement dans le contexte de l'URSS ne peut partir que d'une initiative du parti lui-même, d'une nouvelle vague dont ils affirment l'existence, et qui se manifeste effectivement, par exemple au travers des réformes économiques, mais dont il est peu probable qu'elle parvienne à briser les privilèges de la couche dominante des « apparatchiks ».

Nous savons peu de choses sur les formes que prend le réveil des nationalités ; celui-ci est indéniable. Il soude parfois entre frères ennemis d'étranges alliances, où les directions locales du parti peuvent jouer leur rôle. D'où maintes épurations, sous des prétextes économiques ou liées à des malversations vraies ou supposées.

Il y a aussi, bien entendu, les juifs, dont s'est emparé l'antisémitisme, latent à tous les niveaux de la société. Ils sont bien loin de représenter la totalité des juifs soviétiques dont certains souhaitent jouer l'antisémitisme ambiant sans pour autant aller en Israël, tandis que d'autres n'envisagent nullement l'exil.

Enfin et surtout, il y a le Samizdat. Ce n'est pas une organisation, il ne possède aucune structure identifiable. Simplement, il arrive que des milliers (d'aucuns disent des dizaines de milliers) d'hommes et de femmes se reconnaissent dans un texte qui, d'une manière ou d'une autre, leur est tombé sous les yeux. Ils le recopient, le font circuler, d'autres en font autant, la police perquisitionne, arrête, châtie, mais le plus souvent, ne trouve rien... Il demeure le meilleur témoignage de la vitalité d'une pensée autonome et diverse.

... et divisés

Ces courants, apparemment peu conciliables, ont-pourtant de nombreux points communs : en tout premier lieu, la défense de la liberté de pensée et d'expression. Elle est vitale. Impossible de lutter contre l'énorme, l'inconcevable, dépolitisation du Soviétique moyen sans avoir au moins la possibilité matérielle d'élaborer une critique collective, ou à tout le moins d'amorcer un débat ouvert.

De plus les dissidents, en désaccord sur les revendications concernant le droit au départ, les relations avec l'étranger se retrouvent en gros (sauf les frères Medvedev et leurs amis) pour considérer comme négative la défaite américaine au Vietnam. Ce sentiment — qui ici a tant choqué — est très largement répandu en URSS. Il serait trop simple d'y voir un refus systématique des positions officielles ; il tiendrait bien plutôt à une méconnaissance générale des mécanismes du capitalisme occidental, et des forces en présence dans le monde.

Nous touchons ici à l'essentiel. Est-il possible à la dissidence de se changer en opposition consciente ? La réponse est liée au succès plus ou moins grand des campagnes courageuses que mène une poignée d'hommes pour les droits élémentaires des citoyens, pourtant inscrits dans la Constitution de leur pays ; son issue sera décisive, et pas seulement pour l'URSS et ceux dont le sort est lié au sien.

Jeanne BRUNSCHWIG ■

(1) Lire à ce sujet **l'Affaire Pliouchtch,** dossier réuni par T. Mathon et J.J. Marie, édité au Seuil, collection Combats, 25 F. En vente à la librairie Syros.

En Tchécoslovaquie aussi...

La répression en Tchécoslovaquie ne se relâche point. Elle frappe encore aujourd'hui les militants du Printemps de Prague : Milan Hübl, compagnon de Dubcek ; Jiri Muller, dirigeant étudiant ; J. Sabata, journaliste, sont toujours emprisonnés.

D'autres sont privés de travail, chassés de leurs postes de médecins, d'enseignants, etc. Des enfants sont retenus loin de leurs parents, chassés de leur pays. Mais le peuple tchèque ne courbe pas la tête. L'un de ses représentants, Jiri Pelikan, directeur de la radio tchèque en 1968, viendra participer à un débat sur son dernier ouvrage Et s'ils me tuent, **le jeudi 26 février, salle des Agriculteurs, rue d'Athènes, Paris 9e.**

Découverte et Culture, Loisirs
déménage...
Nous sommes maintenant
4, RUE D'ALIGRE 75012 PARIS
Qu'on se le dise...

15 années de lutte

C'est la victoire du peuple angolais. La prise de Huambo symbolise la défaite politique de l'UNITA. L'OUA vient de reconnaître la République populaire d'Angola. Des représentants du MPLA ont pu obtenir leur passeport pour la France. Une étape nouvelle est franchie dans le dur chemin vers l'expulsion de l'impérialisme en Afrique australe.

Le 4 février dernier, la République populaire d'Angola a célébré avec éclat le quinzième anniversaire du soulèvement armé. C'est, en effet, le 4 février 1961 que les nationalistes angolais attaquaient la **Casa Reclusao** où avaient été enfermés les militants de la première heure pourchassés par la police politique de Salazar (PIDE). A l'occasion de cet anniversaire, le Bureau national de notre parti a transmis au Bureau politique du MPLA un message de solidarité.

Après la défaite cuisante infligée, au Nord du pays, au FNLA (Front national de libération de l'Angola) par les FAPLA (Forces armées de libération de l'Angola), les troupes du MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) s'apprêtent à lancer sur le front Sud une offensive de grande envergure. Les Forces de libération de la République populaire d'Angola (qui occupent aujourd'hui le port très important de Lobito) sont aux portes de Nova Lisboa (« capitale » politique du FNLA — UNITA) et de Silva Porto ; elles encerclent la ville de Luso, plus à l'Est.

C'est donc tout le long du « **Benguela Railways** », voie ferrée qui traverse de part en part l'Angola et par laquelle transite notamment le cuivre zambien et zaïrois, que s'établit la ligne de front.

Une avancée victorieuse du MPLA

L'avancée victorieuse des combattants du mouvement d'Agostinho Neto accumule du même coup succès militaires et avantages économiques et politiques. Car la région de Huambo, outre qu'elle est riche, très riche même, est aussi la plus peuplée (837 000 habitants). De Luanda à Nova Lisboa, sur à peine 10 % du territoire national, vit 50 % de la population . Ainsi se dessine plus précisément le profil de la jeune République populaire d'Angola, qui, sans recouvrir encore géographiquement l'ensemble du pays, voit entrer en son sein la grande majorité de la population de ce dernier.

Ceux qui spéculaient, notamment lors du sommet de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), à propos de négociations possibles — ou déjà engagées — entre l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) de Jones Savimbi et le MPLA s'égarent (1). Il est d'ailleurs significatif de noter que des rumeurs à cet égard surviennent chaque fois que, sur le terrain — qu'il soit militaire ou diplomatique — le Mouvement populaire de libération de l'Angola occupe une position offensive. Ce qui est le cas.

Reste le prétendu « désengagement » de l'Afrique du Sud, annoncé — mais peu confirmé sur le terrain — par son Premier ministre, le très raciste Vorster. Si ce retrait s'effectuait, il impliquerait inéluctablement, à court ou moyen terme, une défaite militaire de l'UNITA. Il s'explique par le fait que les promesses faites par les Etats-Unis — le département d'Etat et Kissinger en personne avaient approuvé le plan d'invasion de l'Angola, — n'ont pas été tenues. Sans compter le poids, bien évident, de la défaite essuyée au Vietnam, le traumatisme causé par l'affaire du Watergate, les révélations à propos des activités de la CIA, l'absence de stratégie bien définie en matière de pénétration sur le continent africain.

Il est devenu cependant tout de suite très clair que le retrait de Pretoria n'en était vraiment pas un. On en a la preuve la plus évidente dans le renforcement du dispositif militaire plus au Sud du pays. Dans une interview récente accordée à **Valeurs actuelles** (26 janvier), Louis Pienaar, ambassadeur d'Afrique du Sud en France, ne cachait pas d'ailleurs les intentions du gouvernement Vorster : créer de part et d'autre de la frontière namibienne une « ceinture de sécurité » qui aurait pour objectif de protéger le complexe de Ruacana et d'empêcher que la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) n'opère en utilisant l'Angola comme base arrière.

Holden et Savimbi chez Giscard

Ce n'est pas un secret : la France a toujours armé les ennemis du peuple angolais. Depuis le début de la rebellion armée en 1961, elle a apporté au Portugal colonialiste une aide financière, diplomatique et militaire considérable : prêt à long terme en 1963, livraisons de navires de guerre et de sous-marins (1967), d'avions Broussard et Nord Atlas, d'hélicoptères Alouette, d'appareils de type SA 330 vitaux pour les Portugais dans leurs opérations de guérilla.

Aujourd'hui l'aide politique et militaire apportée au FNLA et à l'UNITA, bras armés des intérêts impérialistes en Angola, s'est considérablement accrue. Dans le Sud du pays, les soldats sud-africains et les mercenaires portugais soutenant l'UNITA disposent d'un matériel considérable, qui est français : blindés Panhard, AMX 13, hélicoptères du dernier modèle,de mortier de 1200 mm livrés par Giscard à Mobutu lors de son voyage au Zaïre en août dernier.

Les visites qu'ont effectuées à Paris, dans la dernière semaine de janvier, Holden Roberto (FNLA) et Savimbi (UNITA) ne constituent donc pas une surprise. Ce n'est pas, on s'en doute, la première fois qu'ils sont reçus par MM Claude-Pierre Brossolette, secrétaire général de la présidence de la République, et René Journiac, plus spécialement chargé des « affaires africaines ». Le hasard fait si bien les choses que, dans le même temps, se trouvait à Paris François Jetton, chef d'antenne de la CIA en Afrique du Sud, venu négocier l'achat d'armes au profit de l'UNITA.

Ainsi, tandis que le nombre des pays reconnaissant la République populaire d'Angola ne cesse chaque jour d'être plus grand, que la jeune RPA est en mesure maintenant d'être reconnue par l'OUA, le pouvoir giscardien poursuit ses menées criminelles en armant les mouvements à la solde des intérêts impérialistes. Aussi notre soutien au MPLA et à la RPA doit-il se traduire d'abord en termes de dénonciation de la politique du gouvernement français dans cette région du monde. Il nous faut briser le silence, dénoncer les mensonges entretenus par le pouvoir, exiger de ce dernier qu'il cesse ses livraisons d'armes, qu'il reconnaisse la République populaire d'Angola.

Jean-Pierre COSSE
et José SANCHEZ
■

Un film, tourné pendant l'été 1975, peut être utilisé par les fédérations pour animer les meetings : **Angola, guerre du peuple,** 51 minutes, 16 mm, couleur Diffusion : Unicité, 50, rue Edmond Vaillant, 93 BAGNOLET, Tél. 858 82 00. Les fédérations recevront prochainement la liste des médicaments dont elles peuvent organiser la collecte.

Le PSU s'associe à la campagne « un avion pour l'Angola » soutenue par de nombreuses organisations dont le PCF, la CGT, la CFDT, la JOC, la JEC, etc. Le PS n'appelle pas...

Dons à transmettre (lait en poudre en particulier) soit au PSU, soit au Mouvement de la paix, 35 rue de Clichy, 75009 Paris.

---

(1) Ce que Lucio Laka nous disait, le 11 novembre, a été réaffirmé encore récemment par le n° 2 du MPLA : « Il n'est pas question d'entamer la moindre discussion avec l'UNITA, ou même avec des militants de l'UNITA se présentant en tant que tels » (René Lefort, **Le Monde,** 3 février 1976).

GISCARD ARME les ennemis du peuple angolais. Camion Berliet capturé au FNLA par le MPLA.

La période des « semi-»

Le dimanche 8 février, Barcelone en fête, Barcelone dans la rue, a probablement lancé le coup d'envoi d'une étape nouvelle dans la période ouverte en Espagne par la mort de Franco.

Que l'on ne s'y trompe point : 80 000 personnes dans la rue, aux cris de « **amnistie** » et « **autonomie pour la Catalogne** », affrontant délibérément la police (la manifestation était interdite), à l'appel de l'Assemblée de Catalogne qui regroupe l'ensemble des forces de l'opposition, cela représente beaucoup plus que les manifestations traditionnelles de rue que nous connaissons, ici, depuis longtemps. Désormais, l'initiative est du côté de l'opposition au pouvoir. La tentative de libéralisation contrôlée du régime, tentée et affichée par la triplette Arias Navarro, Fraga Iribarne et le comte de Motrico, dans une suite de déclarations trompettantes auxquelles la presse internationale, et particulièrement la française, ont fait un très large écho, est en train d'échouer.

l'intenable semi-franquisme

Je dis en train. Des retours de bâton sont possibles, et tout triomphalisme en la matière nous est d'autant plus interdit que les propres promoteurs des actions en cours en Espagne se gardent d'optimiser la situation, même s'ils affichent un sourire qu'on ne leur connaissait plus depuis longtemps.

Le ministre de l'Intérieur, vice-président du gouvernement Fraga Iribarne, avait dès le départ annoncé la couleur. Oui, il était nécessaire de rompre avec les pires aspects du franquisme. L'ouverture sur l'Europe, le soutien (obtenu d'avance) de Kissinger, le propre développement du capitalisme espagnol, et le maintien du concours des firmes multinationales qui lui est indispensable, appellaient un certain nombre de changements. Mais contrôlés.

Le contrôle, en la matière, voulait dire un habile louvoiement entre les milieux intégristes du franquisme — réunis autour, et dans, ce que l'on a appelé le bunker —, et les milieux d'opposition suffisamment « sages et raisonnables » pour comprendre que des étapes étaient indispensables, et que l'affaire ne pouvait être menée qu'en deux ans.

Sous toutes nos latitudes européennes, et par un dévoiement singulier de ce qui fut tenté et réussi en 1954 par Pierre Mendès France sur la guerre d'Indochine, il est drôle de constater combien tous les technocrates d'Europe, qui plongent en politique, aiment se fixer ainsi des délais. Pour faire vrai. Pour faire « crédible ».

L'ennui est venu du fait que les masses populaires, elles, refusaient ces délais et qu'elles accompagnent, en termes d'action, et débordent, en l'inscrivant sur le terrain, la réponse aux mots d'ordre qui sont lancés par les directions des mouvements d'opposition, qui sont elles aussi soucieuses d'éviter de graves cassures. Celles qui seraient incontrôlées. Pire, incontrôlables.

Du coup, tout le mouvement s'accélère et provoque de nouveaux comportements.

l'impossible semi-démocratie

Que ce soit dans les milieux démocrates-chrétiens, que ce soit dans une partie du PSOE, que ce soit dans d'autres forces de l'opposition ouvrière tenues par leurs alliances au sein de la Junte démocratique ou de la Convergence, il ne fait pas de doute que, pendant une période, on a pensé qu'il était nécessaire de s'accommoder de la semi-démocratie qui risquait de s'installer en Espagne.

Pas, bien entendu, pour en rester là, mais pour conforter ce qui venait d'être gagné, et préparer les nouvelles luttes. Ce schéma s'appuyait sur les incontestables difficultés que pose toute apparition au grand jour d'organisations jusque-là clandestines, et qui devaient à la fois mesurer, et leur implantation, et surtout leurs potentialités.

restructurer le mouvement ouvrier

Cette attitude était compréhensible. Elle est en train d'être très rapidement dépassée. Du coup la période des « semi- » est elle-même compromise. A questions claires, réponses claires.

Ces réponses, qui sont aujourd'hui attendues à travers toute l'Espagne, sont effectivement à l'ordre du jour. Dans la mesure où elles ne se produisent pas, elles risquent de provoquer de redoutables impatiences.

La bataille pour l'amnistie et la liberté d'expression et d'organisation reste encore, et pour probablement un certain temps, au cœur même des préoccupations du mouvement ouvrier et de l'opposition démocratique. Tout le monde en étant d'accord, il paraît vraisemblable que le front le plus large pourra être maintenu, jusqu'à ce qu'il s'inscrive dans les faits. Alors, et alors seulement, le franquisme sera mort.

Mais, dans le même temps, il apparaît évident que le mouvement ouvrier — et donc toutes ses organisations — ont d'ores et déjà à poser (et sans doute à se poser) toutes les questions qui concernent le demain et l'après-demain des peuples d'Espagne, et la manière de les conduire au socialisme.

Trop d'expériences récentes, et notamment celle toute proche du Portugal, rendent impossible l'évacuation des problèmes.

L'Espagne d'aujourd'hui redoute par-dessus tout des semi-analyses, qui s'accompagnent de semi-certitudes.

C'est dire que l'enjeu est considérable. Pour tous les peuples d'Espagne à coup sûr. Pour nous tous, tout aussi sûrement.

Christian GUERCHE ■

Nos ancêtres les poumistes...

L'histoire du POUM, nous la connaissons par nos souvenirs, pour les plus anciens d'entre nous ; par les invectives, ou directives, comme on voudra, de Trotsky, pour les plus savants ; par les divers ouvrages sur la guerre d'Espagne, pour les autres ; ou par tel vieil ouvrier catalan rencontré sur les marchés... Mais jamais encore elle n'avait été écrite pour elle-même. Victor Alba (1), ancien militant du Bloc ouvrier et paysan de Maurin, qui devait fusionner en septembre 1935 avec la Gauche communiste de Nin, petite organisation de cadres politiques en rupture avec le trotskysme, pour former le POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste), vient avec bonheur de combler ce vide.

Le résultat en est un livre passionnant, qui parvient à nous restituer l'atmosphère d'une époque et d'une organisation, un livre sérieux sans être austère, bardé de textes souvent inconnus : extraits de textes de congrès, de journaux et de brochures d'époque, de livres de Maurin, de Nin, ou encore du célèbre témoignage, épuisé depuis longtemps, de Georges Orwell sur son expérience de milicien au service de la révolution espagnole (**La Catalogne libre**). Des textes qui, pour la plupart d'entre eux, sont de fort bonne facture théorique, ce qui ne gâte rien au plaisir.

Un portrait chaleureux du POUM et de son ancêtre, le Bloc ouvrier et paysan, nous est dressé : 40 000 militants aux plus beaux jours, l'essentiel en Catalogne, et un parti qui ressemble comme un frère au PSU, mais en plus ouvrier, en plus discipliné aussi, en plus militant peut-être, en plus marxiste sans aucun doute. D'un marxisme indépendant, haïssant les sectes et les dogmes.

Au moment où, quarante ans après la victoire électorale du Front populaire espagnol, le 16 février 1936, Barcelone retrouve le goût du combat, le livre de Victor Alba vient à point nommé nous rappeler le passé révolutionnaire de la Catalogne d'autrefois.

G.P.

(1) **Histoire du POUM** de Victor Alba, un volume de 387 p. aux éditions Champ Libre, 54 F, en vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

psu documentation

Vient de paraître

N° 100 / 101 Chili 1970-1973 Les femmes dans l'Unité populaire	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 103 / 105 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00

Numéros disponibles :

N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 96-97 Le Syndicat de la magistrature	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme, fascicule 2	4,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 89-90-91 Militer contre le militarisme, fascicule 1	6,00
N° 86-87-88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6,00
N° 85- Le PSU analyse le rapport Sudreau	2,00
N° 56-57 Sionisme et libération	4,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 26 Rosa Luxembourg	1,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00

Abonnement 20 n° 30,00

A adresser à :
Editions Syros, 9 rue Borromée, 75015 Paris C C P 19706 28 Paris.

PDUP :

UNE AVANCEE QUI NOUS CONCERNE

une interview de L. Castellina

L'importance du débat qui traverse le PDUP dépasse non seulement l'organisation considérée — la plus importante en réalité de l'extrême gauche occimouvement de masse d'une vitalité exceptionnelle et d'une avancée théorique de l'ensemble du mouvement ouvrier italien faisant fructifier l'héritage de Gramsci.

L'interview de Luciana Castellina (membre de l'exécutif du PDUP et venue elle-même du Manifesto) que nous publions ci-dessous, venant après le dernier article deTS sur le congrès du PDUP, permet d'en donner une idée.

TS : On parle beaucoup de la spécificité de l'Italie, de son PC. Qu'en est-il réellement ?

Luciana Castellina : En réalité, ce n'est pas tellement le PC qui est original, c'est le mouvement de masse. En effet, après 1968, le mouvement ouvrier, au lieu de connaître une chute de combativité, se caractérise par une montée générale de ses luttes. Les revendications mises en avant ne sont pas seulement économiques — salaires, etc. — elles sont aussi qualitatives : certaines mêmes sont tout à fait extraordinaires, comme celle des « 150 heures » de formation, indépendantes de la formation professionnelle.

Aujourd'hui, du point de vue électoral, la gauche fait 49 % comme l'ont montré des élections partielles en octobre. Le 15 juin, la gauche, on le sait, avait fait 47 %. On croyait qu'une partie de l'opinion aurait eu « peur » de cette montée. C'est le contraire qui s'est passé. Les 51 % sont tout proches et, dans l'Italie d'aujourd'hui, c'est très différent des 51 % pour la gauche en France qui, ne connaissant pas de mouvement ouvrier à l'offensive, ne produiraient pas de déstabilisation du système. En Italie, par contre, face à une bourgeoisie qui ne croit plus en ses valeurs, à un capitalisme presque coincé et à un mouvement ouvrier à l'offensive, tout change.

TS : Là se pose la question gouvernementale avec le PC ?

L.C. : Bien sûr, il y a impasse en Italie, le gouvernement de gauche doit arriver. La question communiste se pose pour le gouvernement mais la Démocratie chrétienne ne peut gouverner avec le PC, car elle est trop faible et le PC trop fort. Le PC lui-même a peur... de sa propre force : « que faire pour ne plus gagner de voix », tel est presque leur problème. Le 15 juin, les communistes étaient contents, mais terrorisés. Ils savent bien qu'un gouvernement de gauche ouvre un processus révolutionnaire mais avec une direction réformiste, c'est le problème.

TS : C'est donc le contexte du congrès du PDUP ?

L.C. : On ne peut se passer de cette question. Le mouvement de masse n'est pas intégré, la situation politique n'est pas intégrable car la stabilisation est impossible ; au contraire, il y aura accélération : c'est ce qui caractérise un processus révolutionnaire avec un mouvement très contradictoire, un pied dans le réformisme, un pied dans la révolution. Le « mouvement » a chaque fois forcé l'hégémonie réformiste, l'a poussée en avant, mais ne s'en est pas détaché.

TS : Sur quoi donc y a-t-il débat, divergence au sein du congrès ?

L.C. : D'abord il faut rappeler sur quoi les deux courants sont d'accord. Nous sommes en situation d'accélération rapide ; il faut donc trouver les moyens de faire croître une direction révolutionnaire qui soit le résultat de ce mouvement de masse autonome. C'est dans ce processus que nous voulons être les protagonistes d'une refonte de la gauche. En effet, le mouvement reflète la parcellisation de la société, et, en lui-même, il est incapable de changer les choses. Dans le PC, il n'y a aucune possibilité de changer la ligne et la direction de l'intérieur. La refonte du PC, de toute la gauche en crise, de sa façon d'être, se fera par le mouvement de masse. De plus, celui-ci ne sera qu'une pression de masse s'il n'a pas de force révolutionnaire comme point de repère autonome, avec une stratégie autonome.

Il faut faire très attention à la menace de division du mouvement de masse. Il y a nécessité d'un parti révolutionnaire, mais cela n'est pas suffisant. En effet, si la révolution doit se faire seulement avec Avanguardia Operaia (AO), Lotta Continua et nous, il ne reste plus qu'à aller se coucher et reconnaître qu'il n'y a aucune possibilité de processus révolutionnaire en Italie. Au contraire, nous pensons que le mouvement à direction réformiste connaît tellement de contradictions et de possibilités pour forcer l'horizon dans le cadre d'un processus conflictuel qu'il peut amener à une situation révolutionnaire.

TS : Où se situe le débat alors ?

L.C. : Il couvre effectivement un jugement différent sur cette phase de la situation et sur le PC. Vittorio Foa et d'autres camarades accentuent l'aspect de l'intégration du PC dans le système ; ils pensent que le compromis historique est encore possible, donc que la stabilisation est possible. C'est un aspect qui existe ; le problème est de savoir s'il faut accentuer l'antagonisme avec le PC. Parce que, si on pense ainsi, il faut également dire que nous sommes dans une phase d'organisation d'une force de la résistance — qui concernerait environ 100 000 militants — et non dans un processus révolutionnaire.

TS : Quelles sont les perspectives après le congrès. Y a-t-il crise ?

L.C. : En réalité, il y a discussion sur les nuances d'appréciation. Certains, comme moi, sont venus du PC et en connaissent bien les contradictions. Nous avons des origines, une culture politique, différentes. Les contradictions qui nous séparent ne sont pas fondamentales, ni stratégiques ; elles portent sur l'analyse et la conception du parti. Nous insistons sur la nécessité de disposer d'une stratégie politique très précise, condition pour former un véritable parti. Car si on est dans le mouvement sans être un vrai parti en ce sens, on pourra être très radical, on n'en restera pas moins subalterne par rapport aux réformistes.

TS : Et la fusion avec Avanguardia Operaia ?

L.C. : A O a une conception léniniste traditionnelle du parti mais connaît aujourd'hui une discussion intéressante car ses militants découvrent Gramsci. Nous ne sommes pas actuellement pour un regroupement qui se fonderait seulement sur un minimum, du style : « tous contre le PC ». Nous sommes pour un parti qui ait une stratégie positive qui nous unisse, et non pour un regroupement des mécontents...

TS : Et l'avenir ?

L.C. : Il y a assez de choses en commun entre nous. Les divergences peuvent être surmontées. Il y a dans ce parti des militants d'origines très différentes — ex-PC, ex-PSIUP, ex-ML, qui doivent connaître un processus d'homogénéisation rapide et difficile. Il y a besoin de temps. Ce qu'il y a de bien c'est que nous ayons vaincu, mais pas écrasé — loin de là — nos camarades. Pour l'unité du parti, ce sont des conditions pour nous comprendre mieux. Après le congrès, les rapports seront plus faciles.

Propos recueillis par
Bernard RAVENEL
Bologne le 2 février 1976 ■

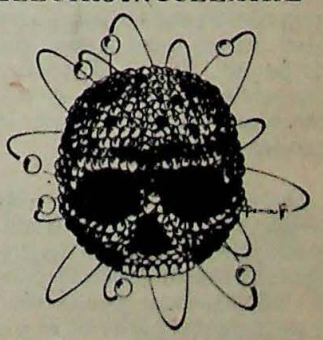
RECTIFICATIF

Nos lecteurs ne se seront pas interrogés jusqu'au numéro présent à propos du mastic malheureux qui a rendu incompréhensible l'éditorial de Michel Mousel, la semaine dernière. Ils auront rectifié d'eux-mêmes. Il fallait lire « Et la dictature de la bourgeoisie ? » (et non du prolétariat).

vient de paraître

PSU documentation nº 103-104-105

ELECTRO-NUCLEAIRE



ET DEVELOPPEMENT CAPITALISTE

En vente aux Editions Syros 9, rue Borromée 75015 Paris - Prix 6 F CCP 19 706 28 Paris.

La France rate sa « fausse sortie »

Pour ce qui est de tout savoir, on aura tout su : l'autocar vert olive détourné à 6 heures du matin. Les 36 enfants de militaires français pris en otage. Les quatre « égorgeurs » du Front de libération de la Côte de Somalie, en chèches et blue-jeans. L'attente à Loyoda, dans l'angoisse et la fournaise. Et puis, les tireurs d'élite dépêchés de Paris. Le feu soudain, et les « bavures » : une puis deux fillettes tuées, d'autres gosses blessés ; la charge des bérets verts contre le poste frontière somalien. Enfin, le petit Frank (ah ! le petit Frank), disparu puis retrouvé, attendu par toute la presse parisienne.

On aura tout dit par le menu, sauf l'essentiel. C'est-à-dire le contexte, la situation d'ensemble à Djibouti, sans la connaissance desquels les faits — aussi tragiques et inacceptables soient-ils — ne peuvent être compris : l'oppression quotidienne, la violence institutionnalisée, l'arrogance coloniale, la bêtise raciste...

Quelques jours avant le rapt, les forces de police rasaient au bulldozer le faubourg de Balbala et « reconduisaient » à la frontière de Somalie quelques milliers d'« indésirables ». Les ratissages, les rafles, les déportations font partie de la routine dans les quartiers africains. Cependant, ils n'ont jamais été aussi fréquents que ces derniers temps. Plus précisément, depuis que le Conseil des ministres du 31 décembre a décidé d'octroyer l'indépendance au territoire français des Afars et des Issas (TFAI).

C'est qu'une indépendance, ça se prépare... Il n'est pas si commode de partir pour mieux rester. Comme le disait Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, lundi dernier à la télévision (le fait-il exprès ?) : **« le territoire doit devenir indépendant tout en demeurant ce qu'il est... ».**

Ces quelques 23 000 kms de sable et de barbelés sont d'un intérêt stratégique certain pour la France et le « monde libre ». La corne de l'Afrique, à la porte du canal de Suez, est un poste avancé d'observation et de ravitaillement sur la route du pétrole, des matières premières, des bâtiments de guerre, dans une mer opérationnelle qui n'a jamais été plus « rouge ». En face du territoire, le Yemen du Sud communiste. Comme voisins immédiats : au Nord et à l'Ouest, l'Ethiopie des militaires, aux options révolutionnaires imprécises mais d'un nationalisme ombrageux ; au Sud-Est, la Somalie progressiste qui aligne 3 000 kms de côtes le long de l'Océan Indien et abrite la plus forte base soviétique à l'étranger. Plus bas encore, la Tanzanie de Nyerere et le Mozambique nouvellement indépendant...

Depuis la volte-face de Madagascar en 1973, Djibouti est devenu le seul relais de l'aviation et de la marine entre la métropole et le « département » de la Réunion — pour ne pas parler de Mayotte.

Enfin, le TFAI reste le dernier bastion de l'Afrique française : après la flotte soviétique, la France vient au second rang pour l'occupation de ces eaux orientales.

Et puis, il faut compter avec la pression, sur place comme à Paris, du commandement militaire, malade de nostalgie et de rancœur. Surtout en ces temps de « démoralisation » de l'armée. Il y a 8 000 à 10 000 hommes, répartis en une trentaine de casernements sur le territoire : parasfégion, gendarmes mobiles, fusiliers marins. Quant à Brasart, commandant les troupes de Djibouti, il parle des **« viets »** ou des **« salopards »** à propos des membres du FLCS et des soldats somaliens tués pendant **« le quart d'heure de vraie guerre »**, l'autre mercredi...

Pour toutes ces raisons, la France préparait donc sa « fausse sortie ». Selon un schéma bien connu : à croire qu'elle n'a rien appris depuis les années 60 et que Foccart a encore de beaux restes. Ce plan, il consiste en trois points, bien classiques.

● D'abord, diviser pour régner. Les 250 000 habitants se composent pour près de 65 % d'Afars, les autres étant Somalis, dénommés localement Issas. Jusqu'en 1967, le territoire s'est appelé « Côte française des Somalis ». Puis, après le passage de de Gaulle et les troubles sanglants auxquels il a donné lieu, la carte afar a semblé plus sûre ; les Somalis ont en effet tendance à méconnaître les frontières coloniales qui les séparent arbitrairement de leurs parents de Somalie, de l'Ogaden en Ethiopie, et même du Nord-Kenya. Alors, on a débaptisé le pays ; puis, après avoir hésité un moment sur l'expression « Territoire français des Afars », on a opté pour le nom actuel, plus diplomatique. Ainsi s'expliquent les déportations, les enceintes de barbelés, les « affrontements tribaux » : il s'agit, en tentant de s'appuyer sur les Afars, de contrôler et contenir sur place les bons « Issas » et de rejeter les « Somalis » fauteurs de trouble au-delà des frontières... Comme si les seuls étrangers sur cette terre n'étaient pas les Français !

● En même temps, il fallait mettre en place des hommes de paille, une petite bourgeoisie administrative et compradore, qui feront d'excellents interlocuteurs quand l'heure de la « coopération » aura sonné. Le choix s'est porté sur Ali Aref, Afar et francophile distingué, corrompu jusqu'à la moëlle, élu au conseil de gouvernement de la façon la plus frauduleuse. Lui-même et sa clique ne tiennent que par l'armée française et une cohorte de gros bras recrutés sur des bases ethniques. Egalement ministre du port, donc maître de la principale activité économique du territoire, Aref contrôle directement l'embauche des dockers... Il se pourrait bien que le gouvernement français se morde les doigts assez vite pour avoir misé sur un aussi mauvais cheval.

● Enfin, on ne manque pas de crier au loup, pour justifier le maintien des forces armées ; c'est-à-dire d'agiter continuellement la menace de l'invasion imminente par l'un ou l'autre voisin. Cependant, les militaires éthiopiens ont bien d'autres soucis et, à Mogadiscio, si l'on imprime des cartes illustrant l'implantation à l'Est de l'Afrique de la « grande nation somalie », on affirme clairement qu'il ne pourra s'agir d'annexer Djibouti par la force.

Il est vrai que le FLCS, responsable du rapt, trouve refuge en Somalie. Il s'est fait connaître il y a quelques mois en enlevant l'ambassadeur français à Mogadiscio et prône, par le discours et par l'exemple, l'insurrection armée pour obtenir l'indépendance du territoire. Il est difficile de mesurer aujourd'hui son impact auprès de la population, et ses forces réelles. Cependant l'attitude de la France et de ses comparses locaux ne peut que populariser ses thèses et ses méthodes, auprès de la jeunesse notamment.

L'unique formation légale d'opposition, la Ligue populaire africaine pour l'indépendance, jouit d'une audience incontestable et peut seule rassembler en une heure des dizaines de milliers de personnes à Djibouti pour un meeting. Non représentée dans les instances territoriales, l'évolution de la situation l'amène elle-même à radicaliser ses positions, et à affirmer aujourd'hui non seulement sa revendication nationaliste (et non ethniste) mais encore ses options socialisantes. Ce parti de notables, mené par le vieux leader Hassan Gouled, connaît aujourd'hui un débat interne important, et la tendance la plus dure, sous la pression de la base militante, semble devoir l'emporter.

Par la riposte populaire qu'elle peut provoquer, l'arrestation dans le climat actuel de deux personnalités de la Ligue, pour séquestration d'indicateurs et découverte de caches d'armes (?), pourrait bien marquer une étape décisive dans la mutation politique du parti. De même, elle pourrait bien mettre un terme prématuré à l'ascension du chef Aref comme au processus engagé de la « fausse décolonisation ».

René LANARCHE ■

Le Comité Russell et Otelo de Carvalho

RECTIFICATIF

Les notes d'entretien avec Otelo de Carvalho publiées la semaine dernière par Tribune Socialiste **ont été, comme annoncé dans le chapeau, recueillies par J.P. Faye et F. Leclerc, mandatés par le Comité Russell pour le Portugal, qui les a rendues publiques sous sa propre responsabilité.**

Il ne s'agissait donc pas, comme l'absence de « sur-titre », la présentation en première page et la mention du signe TS **précédant chaque question pouvaient malencontreusement le laisser croire, d'une interview recueillie pour** Tribune Socialiste **ou pour un autre organe de presse.**

Paris, le 6 février 1976 ■

Du burlesque politique

On rit sans interruption. Pendant deux heures, les sketches de Karl Valentin (1) s'imbriquent ou s'articulent. La vie normale n'est pas véritablement perturbée par une invitation au théâtre, les fantaisies d'un projecteur mal réparé, le trop d'alcool un soir de première communion, ou des erreurs de date — comme fêter Noël un 24 juin. Et pourtant... Les acteurs — Arlette Chosson, Roland Amstutz, Richard Elbaz... — indiquent très drôlement comment le quotidien patine, dérape sur les mots, se raccroche à l'absurde, secouant au passage règles, conventions, habitudes.

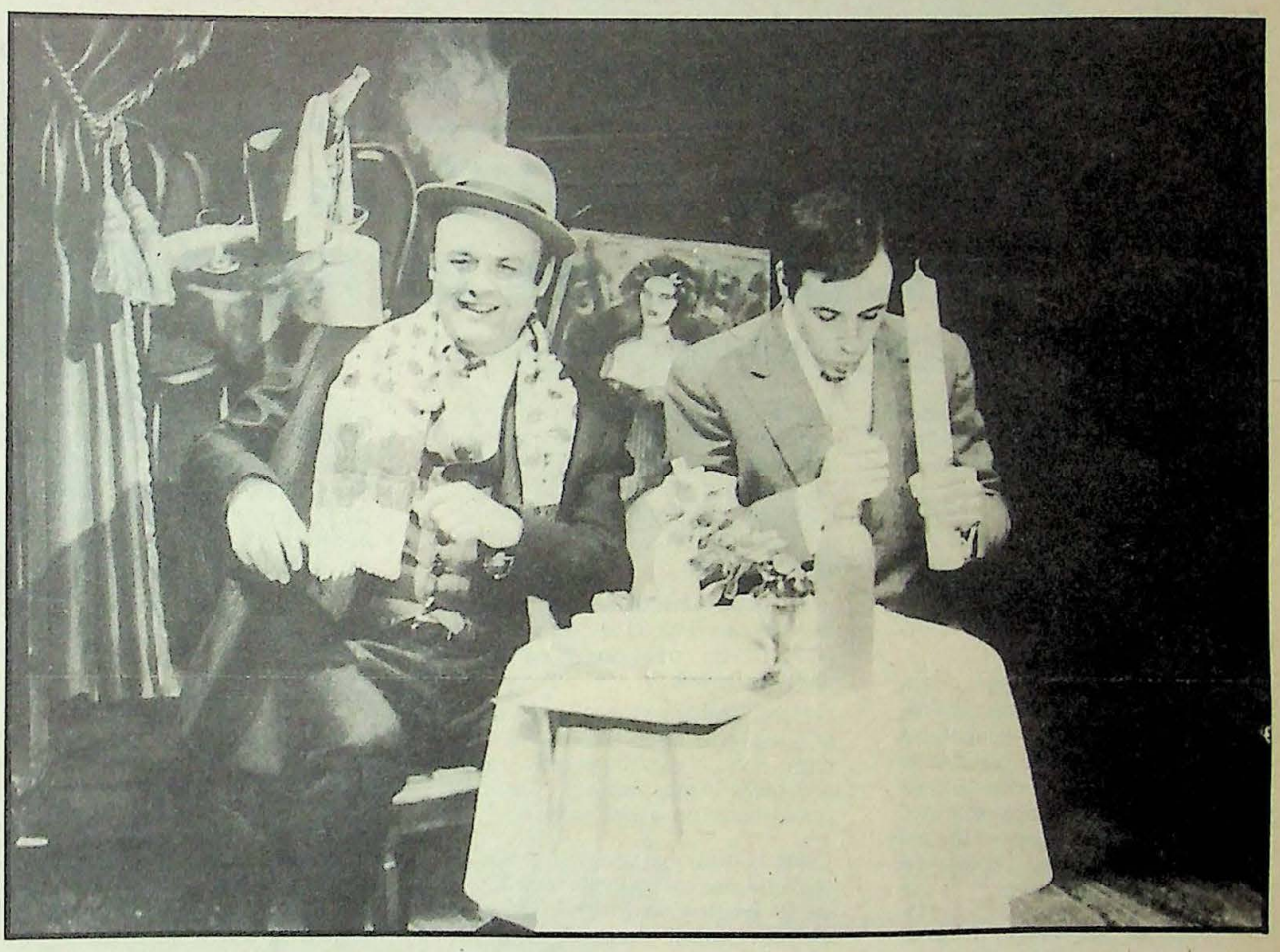
C'est un quotidien d'aujourd'hui. Jean-Louis Hourdin n'a pas tenté de reconstituer la taverne munichoise où Karl Valentin apparut à Brecht — en 1920 — comme un pantin se débattant dans un monde qu'il ne comprend pas. Plutôt qu'un véritable cabaret, il propose un spectacle sur ce qu'a transmis Karl Valentin dans ses propres cabarets.

Et tout de suite, un rapprochement de dates saute aux yeux. Cette période où le talent de Karl Valentin s'affirme — il a créé pour son usage le personnage du « petit homme », le héros qui se fait rosser — est celle aussi où l'Europe, découvrant les films comiques américains, particulièrement ceux de Chaplin, invente « l'excentrisme » comme un moyen de révolution politique dans l'art. En URSS, Kosintsev et Trauberg fondent la Feks (Fabrique de l'acteur excentrique). Partant en guerre pour un art « **sans majuscule, sans piédestal, sans feuille de figuier** », la Feks croit à la rénovation théâtrale par un certain burlesque qui, sans cesser de s'appuyer sur le réel, le confronte avec un réel déréglé selon une loi différente de celle de l'existence. Ainsi le quotidien cesse-t-il de paraître naturel.

C'est ce burlesque que nous retrouvons ici, mis en œuvre de façon très sûre par de jeunes comédiens qui ont été d'excellents éléments de la Compagnie Vincent-Jourdheuil, de celle d'Ariane Mnouchkine ou de Peter Brook, avant de se fixer en Saône-et-Loire où ils comptent faire, auprès de populations très diverses, un travail en profondeur. Par leur formation — plusieurs ont été à Strasbourg les élèves du grand metteur en scène brechtien qu'est André Steiger —, par le contact qu'ils ont gardé avec Jean Jourdheuil qui, depuis 1968, s'applique à rénover en France le théâtre politique, comme par leurs qualités propres, ils sont à même de proposer ce que Brecht appelait « **le bon sport** », c'est-à-dire la jonction d'une pensée destructrice de sclérose avec le plaisir du théâtre.

Dominique NORES ■

(1) **Tout ça c'est une destinée normale,** par le GRAT au Théâtre de l'Aquarium, Cartoucherie de Vincennes — jusqu'au 28 février. Texte des sketches publié par les éditions PJ Oswald.



LES DENTS DE LA MER : A requin, requin et demi

Ca y est, le voilà, il est là. Annoncé depuis des mois par une publicité claironnante, voici le petit dernier de la famille des films-catastrophe. Après le tremblement de terre, le paquebot troué, la tour en feu et l'avion en péril, voici le monstre marin qui va vous bouffer les entrailles.

L'histoire est simple. Sur une plage (paisible), des Américains (bien tranquilles) et des enfants (sages) s'ébattent en toute innocence. C'est le paradis de la consommation des loisirs. Surgit l'énorme requin qui croque tout le monde et provoque la panique.

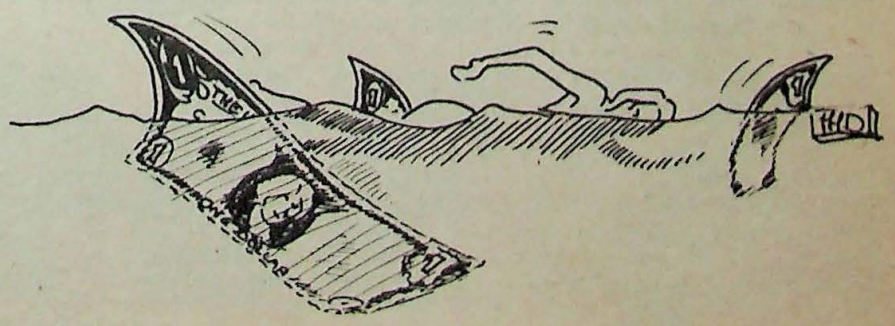
La fonction des films-catastrophe en cette période de crise et d'inquiétude généralisée n'est plus à démontrer et la psychose (savamment organisée) qui a saisi les Américains l'été dernier sur les plages montre assez la force manipulatoire de ces productions.

Mais **Les dents de la mer** n'est pas un film-catastrophe comme les autres, du moins l'entend-on dire un peu partout. Il décrit le conflit d'intérêts entre les commerçants qui veulent cacher le danger pour ne pas compromettre la saison touristique et, d'autre part, les gens lucides qui veulent assurer la sécurité des vacanciers sans méfiance. Hélas, le pétard est mouillé et cet intéressant problème est très vite escamoté, baclé en guise d'amuse-gueule au début du film. Non, le propos du réalisateur est ailleurs. Ce qui l'intéresse c'est le combat contre le monstre. C'est le thème creux de la lutte à mort contre un adversaire implacable, que l'on a d'abord mésestimé et dont on prend peu à peu la mesure avant de le vaincre, à l'issue d'un combat rude mais loyal.

Rien de bien nouveau là-dedans. Steven Spielberg (qui a déjà réalisé **Duel)** utilise sans vergogne les grosses astuces du cinéma d'épouvante (apparition brutale au premier plan du monstre ou d'un cadavre), la musique qui répète lourdement l'image, et le suspense à tiroirs (symbolisé par la lente mais inéluctable désagrégation du bateau, sous les coups de la bête). On allonge la sauce, on accentue les effets mais l'efficacité est indéniable : les spectateurs sursautent comme un seul homme aux endroits prévus.

On a fait endosser à ce pauvre requin toutes les allégories possibles : le retour de la sauvagerie primitive, la mauvaise conscience de l'Amérique, le spectre de la crise. Pourquoi pas ? Tout cela paraît bien dérisoire, au regard de la fonction première de ce film : canaliser l'angoisse ambiante et suggérer les comportements appropriés. Tous ces cataclysmes nous dépassent, laissons agir les héros qui veillent sur nous. Une suite aux **Dents de la mer** est en préparation. Battra-t-elle à nouveau les records de recette de toute l'histoire financière du cinéma ? Si l'on en croit nos journaux habituels, tant de dangers nous menacent ! Le filon n'est pas prêt de s'épuiser.

Charles MAUROUX ■



TOUS à PARIS, le 15 février à 10h. place de la REPUBLIQUE

UNE LETTRE DES EMPRISONNES

« Depuis plus de 50 jours, nous sommes détenus arbitrairement sous le prétexte « d'entreprise de démoralisation de l'armée ».

(Or, comme l'ont montré nos avocats, nos dossiers sont vides de toute entreprise de ce type. Nous sommes en fait poursuivis pour délit d'opinion.

(Nous sommes gardés comme otages dans une opération de répression de grande envergure contre le mouvement ouvrier et contre le mouvement des soldats pour des droits démocratiques. La répression qui nous frappe est la même que celle que subissent les travailleurs en lutte.

(...) C'est pourquoi l'unité et l'action de l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier, des forces démocratiques, est nécessaire pour exiger notre libération immédiate, la levée de toutes les inculpations pour « démoralisation de l'armée » et la cessation des poursuites, la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat, l'obtention des droits démocratiques à l'armée, y compris le droit d'association.

« Nous soutenons toutes les initiatives qui vont dans ce sens : signature de pétitions, meetings, manifestations...

« Nous apportons notre soutien à la marche nationale du 15 février, avec l'espoir qu'elle rassemblera le maximum de participants dans un esprit unitaire.

« Nous nous associons à cette marche par une grève de la faim de 24 heures, le 15 février, pour obtenir notre libération immédiate.»

Ali Touati, Gérard Jussiaux, Jacques Stambouli, Bertrand Jullien, Claude Baudouin.

Les Intellectuels : Nous Demandons a être Inculpés

Si « participer en connaissance de cause à une entreprise de démoralisation de l'armée en vue de nuire à la Défense nationale », c'est mener des actions ou partager des opinions telles que :

- détenir et diffuser des tracts exprimant les revendications des soldats,
- fournir des moyens matériels aux soldats pour se réunir et s'exprimer,
- être en relation avec des soldats pour les aider à populariser et à faire aboutir leurs revendications,
- demander le libre exercice des droits démocratiques à l'intérieur des casernes,
- être favorable au droit d'association des militaires, appelés, engagés ou de carrière,
- réclamer l'application aux soldats de ces droits que même le préambule de la Constitution garantit à tous les citoyens, alors,

j'affirme que je mène ces actions et partage ces opinions,
je constate que des dizaines de soldats et de militants, pour ces motifs, sont inculpés par la Cour de sûreté de l'Etat,
je demande donc à être inculpé.

Ont signé cet appel : Simone de Beauvoir, Guy Bedos, Claude Bourdet, Jean Cassou, Jacques Chatagner, François Chatelet, Jean-Pierre Faye, Max-Pol Fouchet, Michel Foucault, Daniel Guérin, André Jeanson, Maurice Kriegel-Valrimont, Jacques de La Bollardière, Maxime Le Forestier, Georges Montaron, Claude Mauriac, Paul Noirot, Madeleine Rébérioux, Serge Reggiani, Claude Roy, Jean-Paul Sartre, Pierre Vidal-Naquet.

DERNIERE MINUTE

Avant de mettre sous presse, la nouvelle est tombée : Jussiaux et Jullien libérés. L'effet de la marche décidée pour le 15 se ferait-il sentir à l'avance ? De toute façon, cette victoire ne doit que plus nous inciter à faire de cette manifestation un grand succès populaire. Le gouvernement cède au compte-gouttes, mais il cède. Il faut continuer à lutter pour la libération des camarades qui restent emprisonnés et pour l'arrêt de toutes les poursuites.

VENEZ TOUS

Avec les dizaines de milliers de signatures recueillies, avec les centaines de meetings, avec les prises de position de centaines de sections syndicales, des confédérations, des partis ouvriers, d'associations diverses, le gouvernement a cédé.

Dans les dernières semaines, plus de 25 interrogatoires et interpellations ont eu lieu, parmi d'anciens soldats en particulier, qui laissent penser qu'un nouveau dossier va être ouvert avec de nouvelles inculpations. Conscient du caractère pour le moins timoré de la riposte des organisations traditionnelles syndicales et politiques, le pouvoir cherche à frapper le mouvement révolutionnaire. Ce qui ne l'empêche pas d'interroger, ou d'emprisonner dans les casernes des militants du PC et du PS, comme le matelot brestois Jean-Marc Nassiet, accusé d'avoir diffusé le bulletin **Mataff** édité par les JC à l'intention des marins brestois, ou comme l'aviateur du contingent, Christian Raoult accusé d'avoir participé à la rédaction du bulletin du comité de soldats de Villacoublay **Nouvelles bases.** Ces deux exemples (entre autres) devraient permettre une extension de l'unité d'action contre la répression comme l'ont expliqué — en réponse à une lettre de la fédération du Finistère du PCF — nos camarades de Brest, en demandant que le cas du matelot ne soit pas dissocié des autres et que la riposte proposée par le PCF soit coordonnée avec le combat que mène déjà depuis longtemps le comité unitaire local.

On peut s'étonner, dès lors, que, à la suite de l'accord unitaire du 24 janvier, et malgré les efforts du PSU, rien d'autre que quatre meetings aient pu être organisés, et que, dans certaines villes, (comme à Strasbourg par exemple) PC et CGT se retirent de collectifs unitaires qui fonctionnaient depuis des semaines.

D'où l'importance des initiatives du Comité national pour la libération des soldats et militants emprisonnés, et en particulier celle de la marche nationale du 15 février, ce « rassemblement de l'inculpation » qui mènera les manifestants de la place de la République à Paris à la place du 8-Mai 1945 à Saint-Denis, à côté du Fort de l'Est, siège de la Cour de sûreté de l'Etat.

Mais, au-delà du 15, la bataille continuera. Il s'agit donc de ne perdre aucun instant pour consolider et élargir les comités locaux, collecter de nouvelles signatures, et prendre toutes les initiatives nécessaires pour obtenir la cessation de toutes les poursuites, la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat et la reconnaissance des droits d'association et d'expression pour les soldats.

M.N.

Imprimerie ETC 76190 YVETOT ● Directeur de la publication A. Barjonet ● N° C.P.P.A.P.37392